

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN



MASTER DE SPECIALISATION EN SCIENCES ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

TITRE
**DES ECO-CONSEILLERS POUR UNE TRANSITION DURABLE AU
BURKINA FASO**

Institution d'accueil : INSTITUT ECO-CONSEIL

Maître de stage : BERNARD WALSCHAERTS

Répondante académique : VALERIE SWAEN

Lectrice :

Rapport de stage présenté par

BELL Janet Mylena

En vue de l'obtention du grade académique

De Master de spécialisation en Sciences et

Gestion de l'Environnement et du développement durable

Diplôme antérieur : *Maîtrise en Vulgarisation agricole, Innovation et développement*

Août 2026

DEDICACES

A DIEU pour son amour et sa fidélité

A mon Mari OLONGO NGA Michel Savio

A ma fille OLONGO BELL Mikayla Louise

A mes chers Parents BELL Jean Felix et Ngo Song Régine Louissette

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pas pu être réalisé si je n'avais pas eu le souffle de vie, la santé et la force tout ce temps, c'est pourquoi je rends grâce à Dieu. Je tiens également à remercier :

Mr Bernard WALSCHAERTS, mon maître de stage qui a également été mon professeur en première année de spécialisation. Je le remercie particulièrement pour l'opportunité de stage que j'ai eu, pour ses conseils et son accompagnement tout au long de ce stage. Malgré ses nombreuses occupations, il m'a apporté des critiques et des suggestions constructives qui ont influencés ma posture pendant le stage, et la rédaction de ce rapport.

Mme Valérie Swaen, ma référente académique. Ayant été mon professeur dans mon parcours, j'ai particulièrement apprécié ses critiques qui ont toujours été constructives et m'ont accompagné dans la rédaction de rapport. Encore pendant ce stage, j'ai pu profiter de ces précieuses qualités qui m'ont vraiment boosté dans cette période critique dans laquelle j'étais.

Mr Frédéric Lombart, éco-conseiller à l'Institut Eco-conseil. Bien qu'il n'ait pas été mon maître de stage officiellement, il l'a été d'une façon durant ce stage. Son humour et ses conseils m'ont apporté joie et inspiration pendant mon stage.

Mr Jean Baptiste Wangeele, responsable administrative chargé de mission à l'IEC. Il a été mon précieux binôme durant mon stage dans la rédaction du programme DGD au Burkina Faso. Son expertise dans le domaine de la gestion de projet et son dévouement pour sa patrie ont été d'une grande aide.

Mes remerciements sont également adressés aux enseignants du master ENVI2MC, pour les enseignements et le savoir transmis, et pour avoir engendré en moi la passion de poursuivre et terminer ce master de spécialisation interdisciplinaire en sciences et gestion de l'environnement et du développement durable.

Je dis merci à mes camarades de promotion pour leur esprit de travail, leurs discussions scientifiques, leur collaboration, leur convivialité et leurs critiques.

Je remercie toute l'équipe de l'Institut Eco-Conseil pour leur accueil, leur convivialité, leur accompagnement tout au long de ce stage.

Je remercie infiniment mon Mari qui m'a beaucoup soutenu pendant toute cette période de recherche, de stage et de rédaction. Son soutien a été d'une grande aide. Ainsi que mes chers frères et sœurs pour leurs encouragements et leurs soutiens multiformes.

Je tiens également à présenter mes remerciements à tous ceux qui de près ou de loin ont participé à la réalisation du présent travail, et dont les noms ne figurent pas ici.

TABLE DES MATIERES

DEDICACES	i
REMERCIEMENTS.....	ii
TABLE DES MATIERES	iii
LISTE DES ABBRÉVIATIONS :.....	v
LISTE DES FIGURES	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
RESUME	vii
EXECUTIVE SUMMARY	ix
I- Introduction.....	1
1- Présentation de l’institution d’accueil	1
2- Description de la problématique environnementale étudiée	3
A- La crise multidimensionnelle au Burkina Faso	3
B- Salubrité et déchets.....	3
C- Dégradation structurelle des ressources	4
D- Vulnérabilité au changement climatique	4
3- Objectif du stage	5
4- Liens avec les principales références théoriques des cours du Master	6
II- Contenu du Stage	7
1- Présentation de la zone d’intérêt	7
2- Méthodologie adoptée.....	9
2.1. Collecte de données et outils	9
2.2. Les méthodes de traitement	13
2.3. Choix des groupes cibles	13
2.4. Limites méthodologiques	14
3- Présentation de l’étude et de ses résultats	15
3.1. PROGRAMME DGD.....	15
3.2. Renforcement du RECI	36
3.3. COMMUNICATION	37
4- Analyse critique de l’applicabilité des résultats.....	38
III- Analyse des acquis du stage.....	40

IV- Suggestions à l'institut d'accueil	42
Conclusion générale	43
Références bibliographiques	44
ANNEXES	46

LISTE DES ABBRÉVIATIONS :

ACNG : Acteur de la Coopération Non Gouvernementale

ACODEV : Associations de Coopération au Développement

AG : Assemblée Générale

APEFE : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger

AR : Arrêté Royal

ASBL : Association Sans But Lucratif

CAD : Comité d'Aide au Développement de l'OCDE

CSC : Cadre Stratégique Commun

DGD : Direction Générale de la Coopération au développement et Aide humanitaire

EC : Education Citoyenne

ECOCO-BF : Eco-Conseil Burkina Faso

EDUCAREDD : Association pour l'Education Relative à l'Environnement pour un Développement Durable

ENABEL : Agence Belge de Coopération Internationale

ENEF : Ecole Nationale des Eaux et Forêts

IEC : Institut Eco-Conseil

IGMV : Initiative de la Grande Muraille Verte

JRT : Jeu Résilience Territoriale

MOOC : Massive Open Online Course

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

PCD : Plan Communal de développement

PCIC : Programme Coopération Internationale Communale

PHD : Formation en Horaire Décalé

RECI : Réseau Eco-Conseil International

SPICED : Subjectifs, Participatifs, Interprétés, Communicables, Automatisant, Diversifiés

UVCW : Union des Villes et Communes de Wallonie

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Organigramme d'Holocratie de l'Institut Eco-Conseil.....	1
Figure 2: carte Burkina Faso et ses régions.	8
Figure 3: Zones climatiques du Burkina Faso (1991-2020). Source : OCHA, 2026	9
Figure 4: Théorie du changement de l'outcome.....	28

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Entretiens des acteurs burkinabè	12
Tableau 2: Cibles stratégiques et les approches choisies	16
Tableau 3: Attendus outcome programme DGD	16
Tableau 4: Objectifs de développement durable de l'outcome Burkina Faso.....	19
Tableau 5: Markers de l'outcome Burkina Faso	20
Tableau 6: Tags de l'outcome Burkina Faso	20
Tableau 7: Motivation aux priorités stratégiques thématiques.....	21
Tableau 8: Motivation aux priorités stratégiques- Accélérateurs	22
Tableau 9: Approches méthodologiques de l'outcome Burkina Faso.....	23
Tableau 10: Résultats et indicateurs de l'outcome.....	25
Tableau 11: Hypothèses de base dans la théorie du changement	30
Tableau 12: Période d'évaluation de l'évolution	31

RESUME

Le Burkina Faso est un pays de l'Afrique de l'Ouest qui fait actuellement face à une crise multidimensionnelle notamment sur le plan socio-économique, institutionnelle et sécuritaire. La croissance démographique rapide associée aux attaques terroristes crée une insécurité alimentaire et une inaccessibilité des terres à cause du nombre croissant de personnes déplacés internes. L'insalubrité s'accroît dans les métropoles et les zones d'accueil sans méthodes de gestion ou d'analyse profonde des causes ; les terres se dégradent davantage, d'un côté avec l'avancée du désert et de l'autre côté avec l'utilisation abusive de ces terres ; Les chocs climatiques viennent accentuer la situation de telle sorte que les autorités compétentes et la population ont besoin d'être accompagnés et soutenus pour y faire face.

Dans ce cadre, la coopération non gouvernementale au développement belge a lancé un processus de subvention de 5 ans de programmes qui pourront accompagner des pays sélectionnés à atteindre certains objectifs de développement. Fort heureusement l'accréditation d'Organisation de la Société Civile obtenue par l'Institut Eco-Conseil, lui octroie le droit de proposer un programme, ce qui a été fait notamment au Maroc, au Bénin et au Burkina Faso. Ce dernier a constitué l'objectif majeur de ce stage. L'IEC est une ASBL qui offre des formations en Eco-conseil et c'est justement cette compétence qui est mise en avant dans ce programme afin de renforcer les compétences d'agents burkinabè des institutions publiques et même de la société civile en Eco-conseil. Expérimenté depuis plusieurs années en Belgique, en France et au Québec, l'éco-conseil est un levier pour favoriser la transition socioécologique et renforcer la résilience territoriale dans sa zone d'exécution, ce dont le Burkina a besoin au vu de ses multiples défis. L'encadrement de cette formation à l'étranger nécessite également le recrutement de formateurs qui pourront contribuer à constituer le Réseau Eco-conseil International de l'Institut.

La rédaction du programme DGD est un exercice très rigoureux qui demande beaucoup de précision et de détail de la part de l'organisme qui donne une proposition. Dans le contexte des différents enjeux au Burkina Faso, le programme rédigé a l'intention de faire des agents burkinabè des institutions publiques et de la société civile des éco-conseillers qui pourront mettre en œuvre des actions en cohérence avec les stratégies nationales de développement durable et de lutte contre les changements climatiques en insistant sur l'atteinte des ODD 13, 15, 16 et 17. Dans l'optique de pérenniser le métier d'éco-conseil, le programme veut former des formateurs relais qui pourront assurer la formation dans une école locale et ce de façon autonome. De nombreux partenaires sont décidés à soutenir l'IEC dans cette aventure notamment l'Union des Villes et Communes de Wallonie, l'ONG Rikolto, Enabel, ENEF, etc. La méthodologie innovante de l'IEC permettra de mettre en pratique de nombreux projets concrets afin d'avoir les résultats palpables sur le changement apporté grâce au financement potentiel de bailleurs de fonds. Par ailleurs, pour assurer la formation de ces étudiants, les futurs formateurs pourront faire valoir leur savoir, savoir-être et savoir-faire à travers une grille de compétences lorsqu'ils postuleront.

Bien que dans l'ensemble la rédaction du programme DGD s'est passée plus ou moins bien, on peut noter quelques biais dû à l'utilisation de l'intelligence artificielle et un manque probable d'attention. Le processus de candidature pour le renforcement du RECI était

limité avec une absence réelle de personne à contacter faute de temps. La notoriété de l'institut est un élément primordial qui doit absolument être traité.

Après une rapide analyse des apprentissages acquis durant le stage, le rapport se conclut avec quelques suggestions pour l'institut notamment celle de mieux exploiter leur base de données qui est une grande richesse et de renforcer son équipe interne.

EXECUTIVE SUMMARY

Burkina Faso is a West African country currently facing a multidimensional crisis, particularly in socio-economic, institutional and security terms. Rapid population growth, combined with terrorist attacks, is leading to food insecurity and a lack of access to land due to the growing number of internally displaced persons. Unsanitary conditions are worsening in urban centres and host communities, with no management strategies or in-depth analysis of the underlying causes; land is becoming increasingly degraded, partly due to desert encroachment and partly due to the misuse of these lands; Climate shocks are exacerbating the situation to such an extent that the relevant authorities and the population need guidance and support to cope with them.

In this context, Belgian non-governmental development cooperation has launched a five-year grant scheme for programmes designed to help selected countries achieve certain development objectives. Fortunately, the accreditation as a Civil Society Organisation obtained by the Eco-Conseil Institute entitles it to propose a programme, which it has done in Morocco, Benin and Burkina Faso, amongst others. The latter constituted the main objective of this placement. The IEC is a non-profit organisation offering training in eco-consultancy, and it is precisely this expertise that is highlighted in this programme in order to strengthen the eco-consultancy skills of Burkinabe officials from public institutions and even civil society. Tried and tested for several years in Belgium, France and Quebec, eco-consultancy acts as a catalyst for promoting socio-ecological transition and strengthening regional resilience in the areas where it is implemented – something Burkina Faso needs considering its many challenges. Organising this training programme abroad also requires the recruitment of trainers who can help build the Institute's International Eco-Consultancy Network.

Drafting the DGD programme is a highly rigorous process that demands a great deal of precision and attention to detail from the organisation submitting a proposal. In the context of the various challenges facing Burkina Faso, the programme aims to train Burkinabe officials from public institutions and civil society to become eco-advisers who can implement actions consistent with national strategies for sustainable development and the fight against climate change, with a particular focus on achieving SDGs 13, 15, 16 and 17. With a view to ensuring the long-term viability of the eco-advisory profession, the programme aims to train 'train-the-trainer' facilitators who will be able to deliver training at a local school independently. Numerous partners are committed to supporting the IEC in this endeavour, notably the Union of Cities and Municipalities of Wallonia, the NGO Rikolto, Enabel, ENEF, etc. The IEC's innovative methodology will enable the implementation of numerous practical projects to achieve tangible results in terms of the change brought about, thanks to potential funding from donors. Furthermore, to ensure the training of these students, future trainers will be able to demonstrate their knowledge, interpersonal skills and practical expertise through a skills matrix when they apply.

Although, overall, the drafting of the DGD programme went smoothly, some biases can be noted due to the use of artificial intelligence and a probable lack of attention to detail. The application process for strengthening the RECI was limited, with a real lack of a designated

contact person due to time constraints. The institute's profile is a key factor that must absolutely be addressed.

Following a brief analysis of the lessons learnt during the placement, the report concludes with several suggestions for the institute, notably that it should make better use of its database – which is a valuable resource – and strengthen its in-house team.

I- Introduction

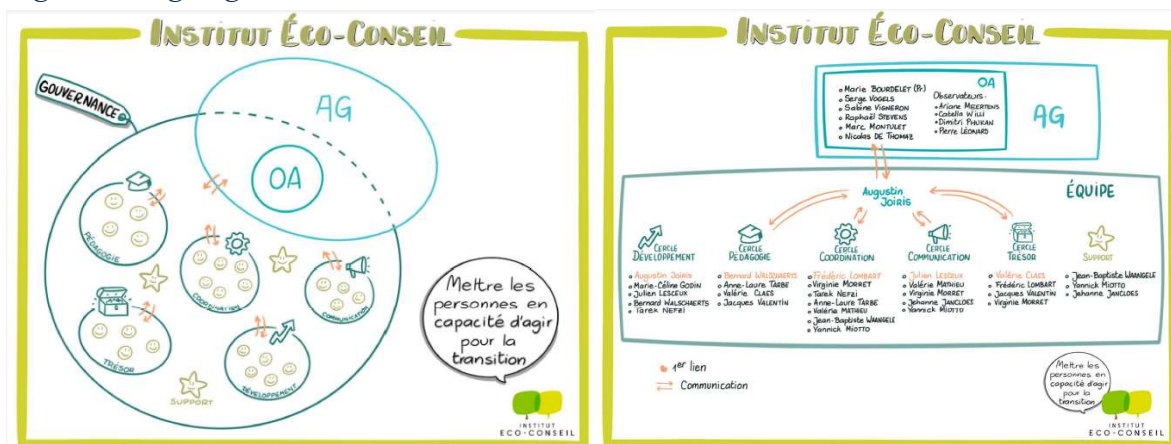
1- Présentation de l'institution d'accueil

- Historique

L'institut Eco-Conseil (IEC) est une association à but non lucratif (ASBL) créée en 1989 à une époque où l'humanité prenait conscience des enjeux liés au développement durable et à la nécessité d'agir en tant que individus. Elle est située à Namur dans la région Wallonne en Belgique dans l'immeuble Mundo qui accueille de nombreuses associations qui partagent les mêmes valeurs pour l'environnement. Avec une expertise de plus de 35ans, l'IEC est une association qui œuvre au renforcement de la capacité d'agir et du potentiel de transformation socioécologique des personnes, des organisations et des territoires, aux échelles locales, régionales et internationales. Son action vise à la formation de professionnels de l'accompagnement au changement (éco-conseillers et facilitateurs en économie circulaire) spécialisés dans les thématiques liées à l'environnement, au développement durable et à la transition socioécologique.

L'IEC est représentée par une équipe pluridisciplinaire composée de 14 membres et 5 stagiaires bénévoles issus de domaines variés notamment la biologie, l'histoire, l'économie, la philosophie, la sociologie, l'agronomie, le journalisme, le marketing et la communication, ce qui apporte une **richesse de compétences** complémentaires et **d'expertises croisées**, gage d'une **compréhension globale des enjeux** et d'une **analyse systémique**. La dynamique associative interne est caractérisée par une Holocratie, axée sur la distribution du pouvoir et favorisant la prise de décision collective. Il s'agit d'une approche émergente qui offre un modèle novateur qui remplace la hiérarchie pyramidale classique, favorisant l'agilité, l'autonomie, le questionnement et la responsabilisation de chacune au sein de l'organisation. La figure 1 présente l'organigramme de la structure.

Figure 1: Organigramme d'Holocratie de l'Institut Eco-Conseil.



Source : Institut Eco-Conseil

Au cœur de cette configuration, on trouve l'idée de cercles de gouvernance, soit six cercles, chacun jouant un rôle spécifique et collaborant de manière interdépendante pour créer une dynamique fluide au service de la raison d'être de l'organisation.

- Cercle **Coordination** (L'Action) : Pilote l'exécution quotidienne et transforme les décisions concertées en résultats concrets pour atteindre les objectifs de l'ASBL.
- Cercle **Pédagogie** (L'Expertise) : Garantit la qualité et l'évolution des formations en conciliant innovation (veille), identité forte et application pratique.
- Cercle **Trésor** (L'Humain) : Cultive le capital humain en misant sur le bien-être, la communication interne et la montée en compétences des collaborateurs.
- Cercle **Développement** (La Vision) : Définit la stratégie à long terme pour garantir que chaque action reste fidèle à la mission et aux valeurs de l'organisation.
- Cercle **Gouvernance** (Le Cadre) : Structure l'organisation en clarifiant les rôles et en éliminant les zones d'ombre décisionnelles.
- Cercle **Communication** (Le Rayonnement) : Promouvoir l'image de l'institut et fédère la communauté (membres et partenaires) autour de ses valeurs.

- **Les activités de l'IEC et son implication dans l'environnement**

L'Institut Eco-Conseil a pour raison d'être : « Augmenter la capacité d'agir des citoyens et des collectifs en vue d'une transition socioécologique qui permette l'émergence d'un monde plus juste, plus solidaire et plus vert » avec une couverture autant locale qu'internationale à travers ses activités. Pour contribuer à atteindre cette transition, IEC a opté pour la formation d'acteurs et d'actrices du changement pour le progrès social, la protection de l'environnement par le biais d'initiatives démocratiques et collectives. IEC propose deux types de formations :

■ **Formations longues**

- Formation longue en Eco-Conseil à temps plein et en horaire de jour (FORINI)
- Formation longue en Eco-Conseil en horaire décalé (PHD) (en alternance)
- Formation longue de Facilitatrice en Economie circulaire (en alternance)

■ **Formations externes** : Conçues et réalisées à la demande du monde associatif. Quelques exemples :

- Formation à l'Ecologie relationnelle
- Formation « Des cantines durables dans les gîtes Kaleo »
- Formation pour la montée en résilience des villes de Huy et de Waremme
- Formation « Outiller la police locale pour mieux répondre aux infractions environnementales »

■ **Formations ACADEMIA** : qui s'adressent à des animateurs, formateurs, responsables et acteurs associatifs ou du secteur non marchand, bénévoles, salariés, ou public plus large. Quelques exemples :

- Formations à la facilitation graphique
- Sur les pistes de l'Imaginaire
- Economie circulaire « Comment passer de l'idée à l'action ? »
- Vers une transition juste : Mise en perspective de modèles économiques

- Mission Résilience : un *serious game* dédié à la sensibilisation à la résilience territoriale

Les formations qui sont données couvrent un large spectre de thématiques allant de la biodiversité, l'agriculture, l'alimentation, l'énergie, l'habitat durable, l'eau, la pollution, les déchets, la santé, la résilience territoriale, aux modèles économiques ; elles reposent sur une articulation entre :

- **Savoirs** : compréhension systémique des enjeux environnementaux, sociaux et institutionnels
- **Savoir-faire** : diagnostic territorial, conception et pilotage de projets, animation de démarches participatives, communication environnementale et accompagnement du changement.
- **Savoir-être** : la posture, l'écoute, la capacité réflexive, la prévention et la gestion des tensions, la coopération et l'intelligence collective.

Sur base de l'Arrêté royal de 2016, il n'y a que les organisations accréditées qui peuvent soumettre un dossier programme tous les 5 ans afin d'obtenir un subside auprès de la DGD. L'IEC s'est vu obtenir l'accréditation Organisation de la Société Civile (OSC) en 2026, ce qui lui permet de participer à la rédaction de ces programmes, ce qui facilite même la réalisation de ce stage. Dans son action à l'internationale dans les pays du SUD, l'IEC a déjà eu à travailler au Bénin, au Maroc, en Tunisie et au Burkina Faso. Ce dernier constitue le sujet de ce travail.

2- Description de la problématique environnementale étudiée

A- La crise multidimensionnelle au Burkina Faso

Le Burkina Faso est un pays de l'Afrique de l'Ouest qui connaît une croissance démographique rapide, mais est confronté depuis plusieurs années à une crise multidimensionnelle qui combine insécurité, instabilité et dégradation socio-économique. Sur le plan social, la sécurité alimentaire demeure un enjeu critique conséquence d'effets adverses du changement climatique, des déplacements massifs (personnes déplacées internes-PDI) et l'inaccessibilité des terres agricoles dans plusieurs régions affectées, sans oublier les attaques terroristes qui se sont développées dans le pays (OIM, 2020). La situation s'est dégradée de telle sorte que le nombre de déplacés internes est passé de moins de 50000 PDI en 2019 à 2 062 534 PDI en 2023 (OCHA, 2025) à cause principalement des attaques terroristes. Sur le plan économique, le Burkina Faso dépend fortement des secteurs extractif et agricole, ce qui le rend très vulnérables aux chocs climatiques, sécuritaires.

La vulnérabilité des populations est exacerbée par les facteurs sécuritaires, la pauvreté persistante, la fragilité des institutions, les tensions communautaires et les effets du changement climatique.

B- Salubrité et déchets

La production des déchets devient de plus en plus importante avec la croissance démographique et du développement socio-économique, ce qui crée un défi de salubrité majeur. Les zones urbaines en particulier sont confrontées à cette problématique de gestion des déchets (Ouédraogo & Yanogo, 2024) qui accentue la dégradation de l'environnement et la santé des

populations. Bien qu'il existe un cadre juridique et réglementaire dans la gouvernance des déchets, de nombreuses grandes et moyennes villes au Burkina Faso sont confrontées à la question de gestion des déchets. En plus des infrastructures de base de dépôt des déchets que sont les décharges, des espaces inappropriés font l'objet de rassemblement de déchets, ce qui va devenir une habitude. Pourtant, 80% des déchets générés en Afrique sont recyclables et seulement 4% le sont effectivement (Sama et Berenger, 2023). Or une fois valorisé, ces déchets peuvent être des atouts majeurs dans des secteurs tels que l'agriculture, la construction, la logistique.

C- Dégradation structurelle des ressources

La question de la dégradation de l'environnement et des terres agricoles est donc un défi mondial qui affectent toutes les régions du monde, et particulièrement les pays semi-arides comme le Burkina Faso. Il s'agit d'un sérieux problème environnemental et économique accéléré par l'activité des hommes avec l'accroissement de la population, les activités agricoles, minières et la crise sécuritaire qui augmentent la pression sur les zones d'accueil (Yaméogo et al., 2021). D'ailleurs, selon la théorie malthusienne, il y'a un lien entre surpopulation, pauvreté et dégradation de l'environnement. Entre 2012 et 2013, le taux de dégradation des terres était estimé à 19% soit 5 160 000 hectares, situation qui a empirée en 2018 avec une proportion de 31% du territoire soit 6 498 610 hectares (MAAH, 2018).

D- Vulnérabilité au changement climatique

Le climat joue un rôle primordial dans la dynamique de l'érosion hydrique des sols par le biais des précipitations importantes enregistrées due au changement climatique. Le Burkina Faso connaît depuis les années 1970 une dégradation progressive des conditions climatiques notamment marquées par des sécheresses périodiques importantes qui ont affectés les écosystèmes et les productions agricoles et qui continue aujourd'hui car les risques climatiques sont devenus plus fréquent (Burkina Faso, 2024). Les risques climatiques sont devenus plus fréquents et se traduisent par des vagues de chaleur, des nappes de poussières, des poches de sécheresses dues à l'insuffisance et la mauvaise répartition des pluies et des inondations exceptionnelles (Burkina Faso, 2007). Le rapport du GIEC (2022) soutient la dynamique d'une diminution de la quantité des terres cultivables, la perte des récoltes et la dégradation des sols due aux fortes variabilités climatiques.

Dans ce contexte, la formation d'éco-conseillers devient un levier pour favoriser la transition socioécologique au Burkina Faso. En effet, l'éco-conseiller formé accompagne la mise en œuvre des politiques publiques à l'échelle des territoires, intervient comme facilitateur entre administrations, élus et acteurs de terrain, structure la coopération, facilite la participation citoyenne et accompagne le passage à l'action via des projets concrets, tout en maîtrisant de nombreux outils. Sa finalité est de renforcer la résilience territoriale dans sa zone d'intervention.

3- Objectif du stage

Récemment accréditée Organisation de la société civile, l'IEC à la possibilité de prendre part aux programmes de coopération non gouvernementale au développement belge (DGD) pour la période 2027-2031, en portant des projets de formation et de renforcement des capacités dans les pays partenaires à travers un programme qui va répondre à des problématiques environnementales. Cette accréditation est d'ailleurs la porte d'entrée pour le présent stage.

Dans la rédaction de son programme de coopération, l'IEC s'est engagée à développer ses activités dans trois pays notamment le Maroc, le Bénin et le Burkina Faso. L'objectif général de ce stage est de proposer un programme de formation pour le développement des pays du SUD dans le cadre de la coopération non gouvernementale belge au développement. De façon plus spécifique, il s'agit de :

- D'une part participer à la rédaction de ce nouveau programme pour l'IEC sur la consolidation et l'élargissement de leur action au Burkina Faso en prenant appui sur les différentes activités qui ont été menées dans les années antérieures mais également sur le cadre stratégique commun défini au préalable, le tout en respectant un canevas minutieusement détaillé de la DGD. Ainsi contribuer à de nouvelles orientations à leurs actions pour la période de programmation 2027-2031. Ce programme va s'attarder sur des problèmes spécifiques liés à l'environnement tels que la dégradation des terres, la gestion des déchets, la destruction des berges, la production agricole durable, la désertification, etc. Cet objectif représente environ 80% de mon temps de stage.
- D'autre part, étant donné que la principale action de l'IEC passe par la formation, il est essentiel dans un contexte burkinabè de construire des modules de formation en lien avec les défis qu'ils rencontrent et d'y associer des personnes ressources qui pourront assister l'IEC en donnant des séances de formation sur des thématiques spécifiques aux éco-conseillers apprenants. Ceci constitue le renforcement du RECI, Réseau Eco-Conseil International pour la constitution de personnes ressources pour soutenir les activités de l'IEC à l'étranger. Cependant il est essentiel de veiller également à la sécurité des parties prenantes face au contexte sécuritaire. Cet objectif représente environ 15% de mon temps de stage.

Enfin, un intérêt subtil qui n'a aucun lien avec la programmation DGD s'est dessiné pour l'amélioration de l'image de l'Institut Eco-Conseil, sa visibilité dans les réseaux sociaux. Afin que plus de public touché par les questions environnementales pourront à travers l'Eco-Conseil apporter leur art à l'édifice pour une transition socioécologique durable. Cet objectif représente environ 5% de mon temps de stage.

4- Liens avec les principales références théoriques des cours du Master

Ce stage s'inscrit dans une démarche interdisciplinaire qui intègre plusieurs notions et concepts traités durant le Master de spécialisation en Sciences et Gestion de l'Environnement et du Développement durable. En intégrant ces notions dans le cadre précis des problématiques environnementales au Burkina Faso déterminées par le cadre stratégique commun. Le but est d'acquérir une connaissance approfondie sur l'économie circulaire, la gouvernance pour la gestion environnementale, la gestion durable des terres, la production agricole durable, la gestion des déchets.

LENVI2012 : Pollution de l'environnement

Ce cours est essentiel pour saisir les processus de contamination des zones urbaines et les conséquences écologiques, économiques et sanitaires. Dans le contexte du travail effectué, les déchets urbains sont de diverses natures et localisés à tout bout de champ et en particulier dans les marchés au Burkina Faso (grand intérêt pour l'organisation Rikolto). Cette question est encore critiques dans ces marchés urbains où en un rien de temps les déchets sont accumulés sans perspectives de tri, de collecte et de gestion claires. La notion de charge polluante est pertinente car sans moyens de gestion claires, les impacts cumulés sur le sol et la qualité de l'air peuvent être important. De plus la diminution de la pollution ne s'appuie pas uniquement sur la collecte comme c'est souvent le cas en Afrique, mais sur la prévention, le traitement et le contrôle. L'intégration de ces compétences au sein des services dédiés pourraient faire la différence.

LGEO2110 : Mondialisation, développement et environnement

Ce cours m'a offert l'opportunité d'étudier et de mieux comprendre de quelle manière les tendances mondiales du développement peuvent influencer les méthodes locales de gestion de l'environnement. Comme nous avons pu le voir en cours, la mondialisation a du bon et du mauvais, et elle a entraîné d'importants flux financiers, de personnes, de capitaux, de biens et même de services. Ainsi, des initiatives promues par la coopération internationale belge de développement et les projets envisagées par l'Institut Eco-Conseil pour initier un nouveau métier vert, une nouvelle façon de faire, est un exemple des bienfaits qu'ont entraînés la mondialisation dans ce pays du SUD.

LENVI2004 : Atelier en communication environnementale et en gestion des conflits

Ce cours a été très déterminant lors de ce stage car il m'a permis de mieux cerner la théorie qui a été donnée en cours. A travers ce cours, on apprend à favoriser la coopération à travers l'intelligence collective comme nous avons eu à le faire lors de divers ateliers pour la rédaction du programme DGD. On apprend à faire de la négociation, une discussion entre deux ou plusieurs entités interdépendantes dont le but apparent est de résoudre une divergence d'intérêt perçue ; ça a été le cas entre les ACNG IEC, UVCW et Rikolto dans le cadre de leur potentiel synergie d'action avec un résultat commun mais de-ans des programmes DGD distincts. On apprend les clés de la communication qui ont été très utile dans les différentes conversations que ce soit au sein de l'équipe ou encore entre des parties prenantes externes. La question

d'assertivité, la gestion des émotions, expression de ses besoins, l'écoute active, etc., ont été très importants tout au long de ce stage.

LBIRE2050 : Enjeux du développement durable et de la transition

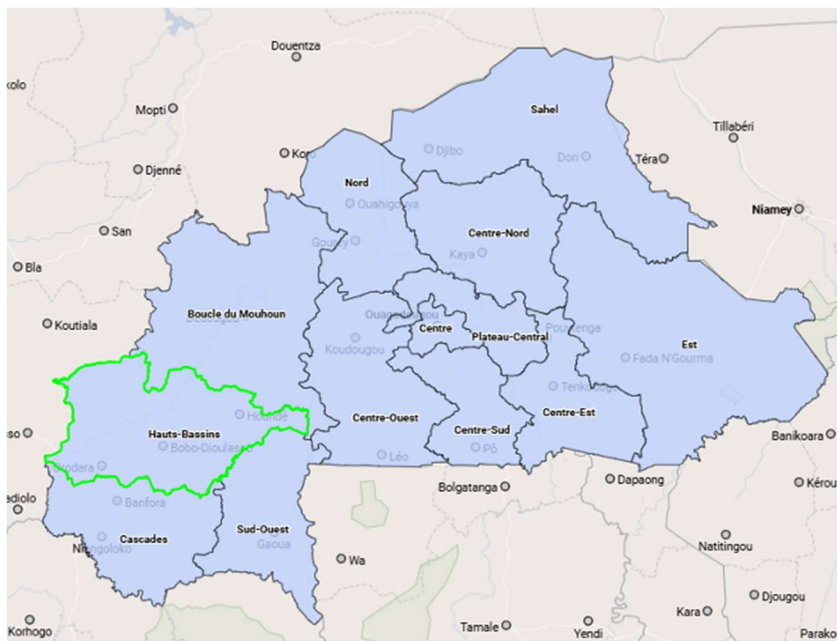
De façon plus large, j'ai pu mettre en valeur et approfondir ma connaissance et ma compréhension du développement durable qui est central dans la mise en place des différentes interventions de l'organisation. Il est primordial de définir les ODD que le programme veut atteindre et même de définir les cibles exactes qui doivent être atteintes. Ces choix doivent être clairement définis et expliqués dans une théorie du changement. Ainsi, j'ai pu avoir une meilleure compréhension des interventions qui peuvent être mise en place dans le but d'atteindre ces objectifs et favoriser ainsi la transition au Burkina Faso et dans les autres pays inclus dans le programme à présenter. Par exemple, au Maroc, l'outcome recherché est celui de démystifier le développement durable des textes de lois et de le rendre beaucoup plus perceptible et concret dans les différentes actions.

II- Contenu du Stage

1- Présentation de la zone d'intérêt

Le Burkina Faso est un pays de l'Afrique de l'Ouest sans accès à la mer et d'une superficie de 274 200 km² et s'étend sur 625 Km du Nord au Sud et sur 850 km d'Est en Ouest. Pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest, est limité par le Mali au Nord et à l'Ouest, le Niger à l'Est, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire au Sud (Burkina Faso, 2024). Sa population est estimée à 20 505 155 habitants fortement rurale avec une croissance démographique importante avec un taux de croissance de 3,5% (INSD, 2022).

Le territoire du Burkina Faso est divisé en 13 régions et subdivisé en 359 communes (urbaines et rurales) de pleins exercices dirigés par des maires élus et des arrondissements municipaux pour les communes urbaines les plus peuplées. La figure 2 présente le Burkina Faso subdivisé en régions. Le programme aura pour zone de rassemblement et de formation, Bobo-Dioulasso dans la région des Hauts-Bassins, mais les zones d'intervention des futurs éco-conseillers dépendront de leurs institutions.



Source : Gemini Notebook

Figure 2: carte Burkina Faso et ses régions.

Le Burkina Faso est constitué de 73,9% de zone rurale contre 26,1 % de zone urbaine (principalement répartie sur deux régions dont celle des Hauts bassins et du Centre car il s'agit des deux capitales du pays), soit $\frac{3}{4}$ de la population réside en milieu rural (Burkina Faso, 2024)). C'est essentiellement à Ouagadougou (région du centre) et Bobo-Dioulasso (région des Hauts-Bassins) qu'on retrouve un meilleur développement des infrastructures et des institutions publiques et privées. Les communes de Bobo-Dioulasso et Ouagadougou sont considérées comme les plus grandes et subdivisées par la suite en arrondissement ce qui peut augmenter l'intérêt de mettre à leur disposition beaucoup plus d'agents éco-conseillers. Cependant, l'objectif étant de déployer des conseillers sur une grande partie du territoire (crise sécuritaire), les communes rurales ont un grand intérêt pour le travail qui doit être fait notamment avec l'initiative de la grande muraille verte.

Le climat

Le Burkina Faso possède un climat tropical de type soudano-sahélien avec deux saisons très contrastées de durées inégales : de pluies et sèche durant laquelle souffle l'harmattan. Il est réparti en trois catégories sur son territoire soit un climat tropical de savane, un climat semi-aride chaud et un climat désertique chaud beaucoup plus au Nord. Elles sont représentées par la figure 3 qui présente les zones climatiques du Burkina Faso (OCHA, 2026). Il est sujet à de nombreuses catastrophes naturelles telles que des inondations et des sécheresses avec le changement climatique (World Bank, 2026). L'activité économique étant principalement tournée vers l'agriculture, les producteurs sont les plus vulnérables à ces catastrophes. Ainsi le travail qui va être fait à travers la mise à disposition de profils de compétences capables de traiter ces problèmes dans une approche systémique est essentiel.

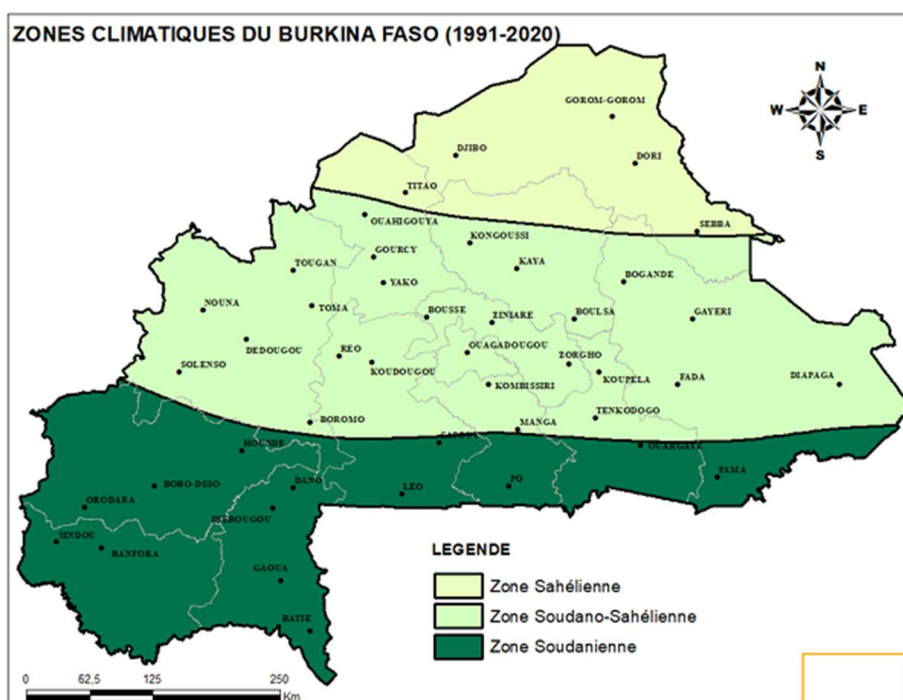


Figure 3: Zones climatiques du Burkina Faso (1991-2020). Source : OCHA, 2025

Environnement et migration

Le Burkina Faso est exposé aux risques climatiques extrêmes, telles que la sécheresse, les inondations, les vents violents et les vagues de chaleurs, auxquels s'ajoutent l'insécurité et une crise alimentaire et nutritionnelle persistante notamment dans les zones à fort défis sécuritaires (OCHA, 2026). Ces chocs entraînent non seulement des pertes en vies humaines, mais provoquent aussi des dommages considérables dans des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation, le logement, les moyens de subsistance, l'accès à l'eau potable et les infrastructures. L'environnement et en particulier le changement climatique est un facteur important du déplacement des personnes internes vu l'influence des aléas environnementaux sur les sphères économiques, sociales et politiques, sans oublier la crise sécuritaire. Selon OIM (2020), la migration s'explique par la dégradation prononcée des ressources environnementales amplifiée par des facteurs climatiques défavorables comme l'irrégularité pluviométrique et les sécheresses prononcées

2- Méthodologie adoptée

2.1. Collecte de données et outils

2.1.1. PROGRAMMATION DGD

Dans cette partie du travail, l'essentiel des données sont issues de sources secondaires (revue) et sources primaires (interview, focus group en ligne) comme représenté ci-dessous.

A- Analyse du contexte et revue de la littérature (Source secondaire)

Le programme repose sur un contexte bien défini décrit par le schéma de programme de la DGD et du cadre stratégique commun Burkina Faso rédigé par des membres des acteurs de la coopération non gouvernementale, de partenaires et des représentants des CSC thématiques afin d'assurer une prise en compte adéquate des différents éléments. Une revue de la littérature est donc une étape indispensable afin de mieux comprendre le contexte et de faire ressortir une cohérence ou sortir son épingle du jeu par rapport aux activités de l'IEC.

- Le cadre stratégique commun Burkina Faso 2027-2031

Il s'agit d'un document rédigé par un ensemble d'acteurs de la société civile burkinabè et belges qui sont actifs au Burkina Faso. Chaque ACNG s'est rapproché de ses partenaires pour recueillir les préoccupations, analyses de contexte et appréciations des risques. Cependant, l'IEC n'a pas pris part à ces démarches participatives car elle n'était pas encore certifiée OSC (Organisation de la Société Civile) pour participer à la rédaction de ce programme de la coopération non gouvernementale. Dans ce document on retrouve la description d'une situation assez critique dans laquelle se trouve le Burkina Faso comme cela a été développé plus haut au niveau de la problématique de l'étude. Au vu du contexte national, des enseignements tirés des expériences passées, les ACNGs ont maintenues cinq cibles stratégiques parmi lesquelles l'IEC doit se positionner dans sa rédaction. Il s'agit :

- Agriculture/systèmes alimentaires durable et résilientes
- Environnement
- Santé
- Éducation et formation, culture
- Gouvernance

La stratégie repose sur la contribution aux Objectifs de développement durable (ODD) avec des éléments transversaux qui structurent et orientent l'ensemble des interventions (Triple Nexus, Leave No One behind, l'environnement et l'action climatique, etc.). Il y est explicitement demandé aux ACNGs d'assurer des complémentarités et synergies entre les interventions. Chaque cible y est décrite selon sa pertinence, les liens avec les besoins et priorités des partenaires et des autres parties prenantes, les liens avec les ODD et les politiques nationales et locales. Des approches sont définies afin d'orienter les actions des acteurs et il est attendu de chacun de se positionner parmi les multiples approches tout en identifiant les possibles complémentarités et synergie qui pourront se faire avec les différentes ACNGs en cas de partenariat, ce qui est d'ailleurs fortement encouragé.

- Le schéma de présentation d'un programme de la DGD

Il s'agit d'un document rédigé dans le cadre de la coopération non gouvernementale qui trouve appui juridique dans l'arrêté royal du 11 septembre 2016 et l'arrêté royal du 10 mars 2024 modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale. Il regroupe l'ensemble informations attendues pour la rédaction du programme, de la description générale du programme, en passant par la présentation des différents outcome, l'estimation du budget, etc. Chaque programme :

- Une évaluation est faite suivant les cinq critères CAD (Comité d'Aide au Développement de l'OCDE) : pertinence, cohérence, efficacité, impact, durabilité.
- Les groupes cibles doivent être clairement indiqués
- Un outcome par pays est recommandé, et le changement visé doit être explicite
- Une théorie du changement consolidée ou par outcome doit être rédigée, il s'agit du cœur du travail ; mais également une analyse des risques associée à chaque outcome ;
- Définir les ODD auxquels le programme vise à contribuer et relier ces choix à chaque outcome ;
- Rédigé un plan d'évaluation de l'ensemble du programme
- Définir un budget du programme
- Se positionner sur les priorités stratégiques de la Ministre que sont le climat et biodiversité, la santé mondiale et la stabilité qui sont reconnus comme bien public mondial prioritaire ; tout en mettant en lumière comment les accélérateurs tels que les femmes et jeunes, l'innovation et les compétences vont accroître l'impact de l'intervention sur les biens publics mondiaux
- Les indicateurs doivent être clairement définis et sont très pertinents dans l'évaluation afin de suivre le changement visé par le programme ;
- Etc.

Il s'agit d'un exercice très rigoureux dans les détails et dans la rédaction.

- Des ressources d'ACODEV

ACODEV est une Fédération des ONG francophones et germanophones actives dans la coopération au développement. L'IEC s'est joint à elle dans une candidature groupée car la récente accréditation ne permettait pas de présenter un programme individuel ou encore un programme commun car le timing ne le permettait plus. ACODEV possède énormément de ressources qui permettent de faciliter la rédaction du programme, qui apporte plus de compréhension et d'éclaircissement sur ce qui est attendu de la part de l'ACNG.

B- Ateliers et réunions

La rédaction de ce programme est bien une avant-première pour l'IEC. Une série de réunions et d'ateliers ont été nécessaires afin de permettre une meilleure compréhension des concepts, un suivi adéquat des actions, des attendus du programme, mais également des ressources et des moyens disponibles pour s'assurer d'avoir la matière pour la rédaction. L'atelier concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle par exemple était très pratique en commençant le téléchargement du logiciel « Claude » et en le testant jusqu'à obtenir ce que l'on recherche.

C- Entretiens

Une série d'entretiens ont été réalisés entre le 12 et le 22 avril 2026 par Jean-Baptiste Wangelee (chargé de mission et comptable de l'institut) au Burkina Faso, auprès des différents partenaires, et d'autres en ligne (à des dates ultérieures) en raison d'un manque de disponibilité. Chaque interview est unique avec chacune des associations car certains portent la casquette de partenaires de collaboration, d'autres des bénéficiaires et d'autres les deux (Tableau 1).

Tableau 1: Entretiens des acteurs burkinabè

Acteur institutionnel	Réalisé ?	Canal /	Type
Oxfam-solidarité	Oui	Interview présentiel	Bénéficiaire
TREE AID	Oui	Interview en ligne	Bénéficiaire
APEFE	Oui	Interview en présentiel	Bénéficiaire
ENABEL	Oui	Interview en présentiel	Collaborateur
Commune Bobo-Dioulasso	Oui	Interview en présentiel	Bénéficiaire
Commune Ouagadougou	Oui	Interview en présentiel	Bénéficiaire
UVCW	Oui	Interview en ligne	Bénéficiaire et collaborateur
L'initiative de la grande muraille verte (IGMV)	Oui	Interview en présentiel	Bénéficiaire
ECOCO-BF	Oui	Interview en présentiel	Collaborateur
EDUCAREDD	Oui	Interview en présentiel	Collaborateur
SOS FAIM	Non	En restructuration	/
ENEF (Ecole Nationale des eaux et forêts)	Oui	Interview en présentiel	Bénéficiaire et collaborateur
Rikolto	Oui	Entretien en ligne	Bénéficiaire et collaborateur

2.1.2. RENFORCEMENT DU RECI

A- Interview et tests (Source primaire)

Le renforcement du RECI est une activité directement en lien avec la programmation DGD pour disposer de personnes ressources qui permettront de soutenir les activités de l'Institut à l'international et au besoin en Belgique. Afin de procéder de telle sorte à avoir le meilleur résultat possible. Deux interviews et deux tests ont été fait afin de constituer un profil type de compétences en lien avec les missions de l'IEC dans un appel à candidature. L'appel à candidature est testé sur des personnes externes à l'IEC mais qui ont une certaine proximité avec elle afin d'en évaluer la cohérence.

B- Identification des besoins (source primaire)

La programmation DGD pour le cycle 2027-2031 porte de façon générale sur le déploiement d'éco-conseillers locaux au Bénin, Burkina Faso et Maroc afin d'assurer la transition socioécologique et favoriser la résilience de leurs territoires. Chaque pays a un contexte écologique et socio-économique bien particulier et des besoins propres au niveau de leurs

ressources humaines. Chaque programme de formation a été défini en fonction de leurs besoins et adapté au contexte. Pour identifier ces besoins, des descentes de terrains, des interviews et des réunions ont été entretenus sur chacun de ces territoires avec des partenaires locaux afin de faire ressortir la pertinence et la cohérence des différentes activités de formation. Pour le Burkina Faso notamment, les besoins ont été identifiés à partir des entretiens qui ont été effectués sur le terrain avec des acteurs publics et privés et également en ligne avec ceux qui n'ont pas de locaux basés au Burkina Faso mais qui entretiennent des activités au travers de leurs partenaires.

C- Identification des candidats potentiels

Une fois les besoins identifiés en termes de formation pour le renforcement des capacités des acteurs territoriaux, les candidats sont identifiés à partir d'une base de données de l'IEC qui regroupe l'ensemble des personnes ressources que l'institut a déjà eu à former ou des personnes qui ont déjà à intervenir dans leurs formations. Ces potentiels candidats ont été identifiés sur base de l'appréciation des membres de l'équipe de l'IEC et de leurs domaines de compétences respectifs croisés avec les besoins en termes de formation pour la programmation DGD.

2.2. Les méthodes de traitement

Les données regroupées sont principalement qualitatives issues de sources primaires et secondaires. L'ensemble des interviews et des requêtes concernant le projet DGD et le RECI faites ont été transcrites puis l'analyse a été faite suivant :

- **L'analyse thématique** : Elle a consisté à identifier, regrouper et analyser les idées ou sujets récurrents afin d'étudier les besoins en renforcement, les manquements dans le profil de compétences.
- **L'analyse de contenu** : Elle s'est concentrée sur l'identification et la quantification relative des mots ou des concepts pour évaluer des tendances claires afin de savoir sur quoi mettre davantage d'accent dans la formation car elle doit s'adapter au contexte burkinabè. Bien qu'elle semble similaire à l'analyse thématique, celle-ci avait pour but de s'attarder sur l'occurrence ou l'importance des besoins, car il n'aurait pas été faisable de s'attarder sur l'ensemble des besoins de chacune des institutions.

Cette double analyse a permis d'améliorer la qualité et de valider les résultats de recherche afin de mieux les insérer au programme de base de l'institut dans la formation d'éco-conseiller.

2.3. Choix des groupes cibles

Pour les différentes opérations futures de formation, l'IEC s'est rapprochée tout d'abord de ses partenaires locaux car ils avaient des liens directs avec eux grâce à des travaux qu'ils ont eu à faire précédemment notamment :

- Les communes de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou ;
- Les Organisations de la société civile telles que Oxfam, tree aid, APEFE.

- Les structures locales telles que ECOCO-BF ;
- Des institutions publiques telles que l'ENEF (l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts)
- Des organisations gouvernementales belges telles que ENABEL.

Au fur et à mesure que les partenariats pour cette programmation se dessinaient des synergies et des complémentarités ont commencées à se dessiner avec des Organisations telles que UVCW (Union des Villes et Communes de Wallonie) et Rikolto (Organisation internationale). D'autres partenaires sont identifiés de façon indirecte au vu du temps restant qui ne permettait pas de les concrétiser de façon officielle.

Pour chacune de ces organisations et institutions, des étudiants éco-conseillers vont être sélectionnés sur base de certains critères afin de renforcer les activités de leurs différentes institutions avec la casquette d'éco-conseiller et ainsi faciliter la transition écologique et la résilience de leurs territoires. A la fin du programme, 60 éco-conseillers réparties entre les institutions et désagrégés par sexe devront être formés à l'Eco-Conseil et 10 formateurs relais devront être formés à la formation à l'Eco-Conseil pour assurer la pérennité du métier.

2.4.Limites méthodologiques

Aucune étude n'étant parfaite, certaines limites méthodologiques à cette étude ont été identifiées.

En effet, la collecte de données de sources primaires, c'est-à-dire au travers des interviews effectués ne s'est pas fait de façon représentative. Les entretiens qui ont été effectués au Burkina Faso, faute de temps, de moyens et même d'une meilleure évaluation des personnes à enquêter n'ont pas parmi l'ensemble des besoins réels, on fait face à un biais de sélection. Certaines communes n'ont pas été interrogées, qui plus est rurale. Seules les communes de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou ont été interpellées pourtant ce sont les communes rurales qui font principalement face à certains défis complexes. Il aurait été plus intéressant d'avoir leur point de vue, un état de leurs besoins réels qui ne sont pas peut être embrassés par les communes urbaines. Par ailleurs certaines ACNGs se sont prises tard à contacter l'institut afin d'établir un partenariat, mais les délais étaient comptés. Ce qui montre que les enquêtes et le ciblage de potentiels partenaires aurait pu se faire avec une autre approche et ainsi renforcer les interventions prévues.

De même pour l'objectif concernant le RECI, le nombre de personnes interrogées pour le constituer au départ n'était pas représentatif et se basait simplement sur des directives et recommandations.

3- Présentation de l'étude et de ses résultats

3.1. PROGRAMME DGD

La structure du programme est déterminée par le schéma programme défini par la DGD suivant l'arrêté royal du 11 Septembre 2016. Le programme a été introduit ensuite sur la plateforme Fund Hub qui a une représentation presque identique au schéma programme. Chacune des sections est définie par un nombre de caractère spécifique. Le travail effectué repose essentiellement sur la troisième partie du schéma, « Présentation du programme par outcome » et particulièrement l'outcome sur le Burkina Faso. Les autres éléments étant confidentiels, quelques chiffres clés pourront être évoqués superficiellement. Plus concrètement :

3.1.1. Identification de l'Outcome

Le programme présenté porte sur trois pays dont le Burkina Faso. Un outcome par pays est recommandé par la DGD. Selon l'AR 2016, Article 1er, 7° – Un *outcome* est l'**effet direct** que l'intervention veut accomplir à court ou moyen terme, au niveau des bénéficiaires directs, intermédiaires ou finaux (objectif spécifique). Dans le présent document, le terme « outcome » est utilisé comme élément central de la structuration de l'information à fournir. Il désigne l'objectif que l'organisation qui introduit le programme veut atteindre dans un contexte bien identifié, assorti d'une stratégie pour ce faire, d'un budget et de tous les éléments nécessaires pour permettre à l'administration de juger de l'adéquation et de la qualité de la proposition au regard des critères du CAD de l'OCDE et d'autres critères qualitatifs. Il s'agit donc d'un changement observable à court ou moyen terme chez les groupes cibles et/ou les détenteurs de droits.

Il en ressort de cette section que le titre final de l'outcome Burkina Faso est : « *Des acteurs territoriaux burkinabè accompagnent les transitions de leurs territoires* » et éventuellement traduit en néerlandais. Sa formulation est passée en revue lors d'un atelier organisé par ACODEV et a été défini comme suit :

« D'ici 2031, des agents communaux et des services techniques, des membres de la société civile et d'autres institutions burkinabè acquièrent les compétences et exercent le métier vert d'éco-conseiller au sein de leur institution : leurs diagnostics et projets environnementaux, élaborés avec la participation des citoyens, sont adoptés par les communes, financés et mis en œuvre sur leurs territoires, en cohérence avec les stratégies nationales de développement durable et de lutte contre les changements climatiques. »

Cet outcome qui prend appui sur le cadre stratégique Commun Burkina Faso 2027-2031, tend à intervenir prioritairement sur les *cibles stratégiques 2 (environnement et résilience climatique) et 5 (gouvernance et participation citoyenne)* et de façon transversale sur les *cibles stratégiques 4 (éducation/formation) et 1 (agriculture durable)*. La cible stratégique qui porte sur la santé ne fait pas parti des domaines d'intervention de l'institut quoi que les différentes interventions sur des thématiques tels que la gestion des déchets ou des eaux usées peuvent avoir une incidence sur la santé de la population.

Une liste non exhaustive d'approches a été définie dans le CSC Burkina Faso (Voir annexe 4). Les approches ou les sous objectifs qui ont été sélectionnés pour l'outcome sont les suivant et redéfini en fonction d'un contexte propre dans le tableau 2 :

Tableau 2: Cibles stratégiques et les approches choisies

Cibles stratégiques	Approches
2 Environnement et résilience climatique	2A : résilience et adaptation climatique
	2B : déchets et assainissement des marchés
	2D : protection des berges)
	2E : gestion durable et inclusive des ressources, corridor de la GMV
5 Gouvernance et participation citoyenne	5A : gouvernance multi-acteurs
	5C : capacités des services administratifs et techniques locaux
	5F : apprentissage par les pairs.
4 Éducation/formation	4C : formation professionnelle, via l'ENEF
1 Agriculture durable	1F et 1G : capacités et concertation des acteurs ruraux.

D'un simple titre à une description détaillée de l'outcome en passant par une formulation et une description succincte, l'objectif de l'exercice est de maintenir une cohérence entre les formulations tout en adaptant le niveau de précision au champ concerné. Les différents champs du schéma programme ont des finalités, des lectorats et des niveaux de détail différents. La vue d'ensemble des champs à aligner se présente dans le tableau 3

Tableau 3: Attendus outcome programme DGD

Champ du modèle ACODEV	Référence schéma	Caractères	Fonction principale	Lectorat
Titre de l'outcome	III-A	100 caractères	Identifier rapidement l'outcome	Base de données / OpenAid
Titre court pour la vue globale	III-A	20 caractères	Repérage rapide	Vue globale
Titre de l'outcome FR/EN	III-C-1	100 caractères	Formuler le titre officiel	D-Portal / IATI
Formulation de l'outcome	III-C-3	500 caractères	Formuler le changement visé	D-Portal / IATI
Description succincte de l'outcome	III-C-3	2.000 caractères	Expliquer l'outcome au grand public	OpenAid / D- Portal / IATI
Description détaillée de l'outcome	III-C-3	14.000 caractères	Détailler la logique de l'outcome	Appréciateurs- ric es DGD

Source : Acodev

De façon détaillée, l'*outcome* prend tout d'abord racine sur un ensemble de maux qui ont un impact négatif important au Burkina Faso notamment la crise environnementale, la crise institutionnelle et la crise sécuritaire. Associé à cela, certaines compétences précises font défaut tels que :

- La rédaction et la gestion de projets ;
- La mobilisation de financements auprès des bailleurs de fonds ;
- L'identification des causes profondes des problèmes de terrain, à partir d'une compréhension panoramique des enjeux ;
- Les capacités techniques (ingénierie environnementale) ;
- La traduction des plaidoyers inscrits dans les Plans communaux de développement (PCD) en actions concrètes ;
- La maîtrise de certains outils numériques.

Les obstacles socio-économiques et institutionnels au renforcement de leurs compétences sont :

- La réorientation des profils techniques vers la sécurité du pays
- La dépendance des communes rurales à l'Etat
- La faiblesse des budgets propres
- Les ressources limitées de la société civile

Organisation de formation

Avec une expérience de plus de 35ans, dans la formation d'éco-conseillers en Europe et à l'international, le programme développé prévoit la formation de trois promotions successives d'une vingtaine de participants chacune soit **60 éco-conseillers** au total. L'éco-conseiller.ère formé.e accompagne la mise en œuvre des politiques publiques à l'échelle des territoires, intervient comme facilitateur.ice entre administrations, élus et acteurs de terrain, structure la coopération, facilite la participation citoyenne et accompagne le passage à l'action via des projets concrets, tout en maîtrisant de nombreux outils. Sa finalité est de renforcer la résilience territoriale dans sa zone d'intervention. Les participant.es proviendront des collectivités territoriales, des services techniques déconcentrés, de la société civile et d'organisations communautaires engagées dans le développement territorial et la résilience climatique :

✓ **Promotion 1** : septembre 2027 – juin 2028

✓ **Promotion 2** : septembre 2028 – juin 2029

✓ **Promotion 3** : septembre 2029 – juin 2030

Dans le but de pérenniser ce métier vert, le programme opte pour une stratégie progressive de transfert de capacités pédagogiques et méthodologiques vers les acteurs burkinabè à travers la formation de **10 formateurs relais et autonome**.

✓ **Promotion 1** : 05 formateurs relais à partir de 2027

✓ **Promotion 2** : 05 formateurs relais à partir de 2029

Méthode pédagogique

Le programme repose sur une approche andragogique centrée sur l'apprentissage par le projet et l'ancrage territorial des compétences où chaque participant.e développe un livrable directement utile à son institution ou à son territoire. Ils devront répondre à une problématique en lien avec les Plans communaux de développement de sa zone ou les objectifs de son institution, et présenté devant un jury de partenaires techniques, institutionnels et financiers. Cette approche combine :

- ✓ Des modules en ligne (MOOC) pour les contenus théoriques ;
- ✓ Des sessions présentiels centrées sur les postures professionnelles, la facilitation, la concertation multi-acteurs et l'interculturalité ;
- ✓ Des travaux appliqués sur les territoires ;
- ✓ Un accompagnement méthodologique individualisé.

Le jeu résilience territoriale (JRT)

Le programme prévoit également des outils méthodologiques adaptés au contexte burkinabè. Le JRT est un outil participatif de diagnostic territorial, développé initialement par l'IEC pour la résilience territoriale en Europe (exemples en France et en Belgique), et sera pour ce programme coconstruit avec ECOCO-BF, avec la participation d'Enabel et de l'APEFE, et adapté au contexte burkinabè. Cet outil prend en compte les réalités locales, les langues nationales, les dynamiques coutumières et les enjeux de gouvernance territoriale. Il a pour cible les institutions publiques, l'ENEF, la société civile dont ECOCO-BF et autres.

Catégorisation : Objectifs de développement durable, Markers et Tags

Dans cette section, il est question de relier l'outcome qui a été défini à un ODD principal lié à une cible spécifique de cet ODD en ayant une possibilité d'avoir des ODD et cibles secondaires car il n'est pas toujours évident de mettre tout dans une même boîte. Ces choix devront être justifié dans la théorie du changement associé au programme. Le tableau 4 présente ces ODD ainsi que les cibles identifiées :

Tableau 4: Objectifs de développement durable de l'outcome Burkina Faso

ODD	Cibles
ODD principal (obligatoire) :	ODD 13 – Lutte contre les changements climatiques
Description Target	Cible 13.3 : Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités humaines et institutionnelles en matière d'atténuation des changements climatiques, d'adaptation à ces changements, de réduction de leurs effets et de systèmes d'alerte rapide. Sous-cible 13.b : Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités de planification et de gestion face aux changements climatiques, l'accent étant mis sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés. Lien direct : la formation d'éco-conseillers renforce les capacités humaines locales de planification territoriale climatique ; l'objectif de 40 % de femmes dès la P1 et le ciblage des populations du corridor de la Grande Muraille Verte répondent à la sous-cible 13. b.
ODD secondaire (facultatif) :	ODD 15 : Vie terrestre ; ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces ; ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs
Description Target	Cible 15.3 - Lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés : projets-livrables de restauration des berges (Marigot Houet, rivière Kou) et de valorisation des terres dégradées le long du corridor de la Grande Muraille Verte (lien avec l'IGMV 2025-2029). Cible 16.6 - Mettre en place des institutions efficaces, transparentes et responsables à tous les niveaux : renforcement direct des Délégations Spéciales et des services techniques communaux par les éco-conseillers formés. Cible 17.9 : Apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement (coopération Nord-Sud) : architecture IEC-ENEF-ECOCO-BF et articulation avec les partenaires belges et le RECI.

Les markers dans le cadre de cette programmation sont définis par les directives du CAD de l'OCDE, afin d'identifier si la problématique concernée par les interventions est un objectif primaire (2), secondaire (1) ou le marker n'est pas ciblé par l'outcome (0). Les notations entre 0, 1 et 2 détermine le degré d'intérêt de chaque marker. Le tableau 5 en présente les scores.

Tableau 5: Markers de l'outcome Burkina Faso

MARKERS	Score (0-1-2)
1) Gender Equality :	1
2) Aid to Environment :	2
3) Participatory Development/Good Governance :	1
4) Trade development :	0
5) Biodiversity :	1
6) Climate Change – Mitigation :	1
7) Climate Change – Adaptation :	2
8) Desertification :	1
9) RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health:	0
10) HIV/AIDS :	0
11) Children's Rights :	0

Il en ressort que l'aide à l'environnement et l'adaptation au changement climatique sont les principaux markers dont les interventions vont directement agir sur leur amélioration. L'égalité de genre n'est pas directement recherchée dans les différentes interventions mais la diversité est vivement encouragée et constitue un grand intérêt pour l'institut dans ses méthodes. Bonne gouvernance, gestion de la biodiversité, l'atténuation des effets du changement climatique et la désertification sont également des éléments sur lesquels les interventions vont agir. Le reste des markers n'ont aucun lien avec les activités de l'institut et avec ce qui est prévu dans cette programmation.

Les Tags quant à eux ont pour seule vocation de mettre en évidence un lien entre l'outcome et une problématique identifiée par la coopération belge au développement. Le tableau 6 Présente cette mise en évidence.

Tableau 6: Tags de l'outcome Burkina Faso

TAGS	
D4D – Better use of big data:	Non
D4D – Digital for inclusive societies:	Oui
D4D – Digital for inclusive and sustainable economic growth:	Non
Private Sector Development :	Non
Health – Sexual and reproductive health:	Non
Health – Quality medicines :	Non
Health – Health financing and Universal Health Coverage:	Non
Refugees :	Non

Il en ressort que seule le Tag **D4D – Digital for inclusive societies** est un lien entre l'outcome et la problématique identifiée car les interventions qui vont être faite et les activités prévues vont intégrer le digital au sein de la société, que ce soit à travers la plateforme Moodle dans laquelle se trouveront les différents cours, l'insertion d'un module sur l'intelligence artificielle

qui est très demandée par les groupes cibles, ou encore l'utilisation d'outils de diagnostics qui se serviront des technologies numériques.

Les priorités stratégiques - thématiques

Il existe trois priorités stratégiques identifiées par la coopération internationale belge notamment **climat et biodiversité**, **santé mondiale** et **stabilité**. Il était attendu d'expliquer brièvement comment l'intervention prévue par l'institut dans leur programme s'aligne avec les priorités stratégiques qui sont les plus pertinentes. La valeur de chaque réponse est déterminée par A = alignement total à la priorité, B = alignement partiel à la priorité, C = aucun alignement. Cependant, il n'était pas nécessaire de s'aligner sur les trois en même temps.

Pour ce qui est de ce programme, les différentes interventions s'alignent avec les priorités définies dans le tableau 7 :

Tableau 7: Motivation aux priorités stratégiques thématiques

Priorité stratégique	Motivation
Climat et Biodiversité	Le programme EcoResil-BF vise à renforcer la résilience climatique, préserver la biodiversité et soutenir des systèmes alimentaires durables au Burkina Faso, notamment le long du corridor de la Grande Muraille Verte . Reposant sur le métier d' éco-conseiller , cette initiative outille les territoires à travers des diagnostics participatifs et des projets concrets (restauration de berges, agroforesterie, circuits courts) qui intègrent activement les personnes déplacées internes pour concilier climat, paix et sécurité. Afin de prévenir les tensions sociales ou d'accès aux ressources que ces interventions écologiques pourraient engendrer, le programme utilise des outils comme le Jeu Résilience Territoriale pour identifier les risques en amont et intégrer des mesures compensatoires dès la conception, faisant de l'arbitrage environnemental un principe clé pour « ne laisser personne de côté ».
Santé mondiale	Sans objet : le programme ne se positionne pas sur cette priorité thématique
Stabilité	Le programme EcoResil-BF s'attaque aux causes profondes de la fragilité au Burkina Faso en plaçant la stabilité, la cohésion sociale et la bonne gouvernance au cœur de sa stratégie. En formant des éco-conseillers à la gestion transparente et concertée des ressources naturelles rares (comme l'eau, la terre et la forêt), l'initiative renforce le contrat social local et soutient les institutions de proximité. Cette approche, rigoureusement sensible aux conflits, s'adapte aux contraintes sécuritaires grâce à des formations hybrides par MOOC, associe activement les personnes déplacées internes (PDI) pour stimuler la cohésion avec les populations hôtes, et applique le principe de « ne pas nuire » en anticipant les tensions d'usage par la concertation préalable. En maintenant un espace civique environnemental actif et en professionnalisant ce métier vert, le programme transforme la gestion écologique en un levier durable de paix et de renforcement du capital humain.

Les priorités stratégiques- Accélérateurs

Il y'a également trois accélérateurs identifiés par la coopération internationale belge notamment : Femmes et jeunes, innovation et compétences. Contrairement aux priorités thématiques, les accélérateurs ont pour rôle d'être des leviers qui renforcent les interventions dans les priorités thématiques. Ils doivent être appliqués dans les priorités thématiques et ne pas être considérés comme des thèmes distincts. Chacune des motivations devra également correspondre aux valeurs A = alignement total à la priorité, B = alignement partiel à la priorité, C = aucun alignement.

Pour ce qui est de ce programme, les accélérateurs sont utilisés comme suit pour renforcer les interventions dans les priorités thématiques (Tableau 8) :

Tableau 8: Motivation aux priorités stratégiques- Accélérateurs

Accélérateurs	Motivation
Femmes et Jeunes	Bien que l'égalité de genre et l'inclusion des jeunes ne soient pas les finalités premières d'EcoResil-BF, le programme y contribue de manière proactive et mesurable pour renforcer la légitimité et l'impact de ses décisions territoriales. Pour corriger le déséquilibre initial de la phase pilote qui ne comptait que 12,5 % de femmes, l'initiative cible désormais un taux d'au moins 40 % de femmes certifiées dès la première promotion (visant 24 femmes sur 60 d'ici 2030) grâce à des leviers concrets comme le ciblage de services communaux plus féminisés, l'instauration de quotas de gouvernance et l'utilisation d'indicateurs désagrégés par sexe. Par ailleurs, le programme favorise l'intégration des jeunes de la société civile non-fonctionnaires pour élargir l'accès à la décision locale, tout en veillant à identifier et compenser dès le diagnostic tout impact environnemental disproportionné sur les femmes, comme les restrictions d'accès au bois-énergie, faisant ainsi de l'inclusion un accélérateur d'impact pour le climat et la stabilité .
Innovation	L'innovation au sein d'EcoResil-BF repose sur l'alliance entre expertise burkinabè et savoirs internationaux, structurée autour de trois approches clés : le Jeu Résilience Territoriale (un outil de diagnostic sérieux adapté au contexte local et décliné en langues nationales), une pédagogie hybride (présentiel et MOOC) pour surmonter le fossé numérique dans les zones d'accès difficile, et l'institutionnalisation d'un nouveau métier vert via un modèle de transfert vers une école nationale. Axées sur l'inclusion, l'accès à la technologie et une andragogie participative par projet, ces méthodes agissent comme des accélérateurs qui améliorent directement la gouvernance locale et la qualité des projets climatiques. Néanmoins, bien que ces innovations appliquées renforcent l'impact territorial et la stabilité, la dimension de recherche pure reste limitée et l'effet de ces approches n'est pas encore formalisé par un dispositif de suivi dédié.
Compétences	Le renforcement des compétences constitue la véritable raison d'être d'EcoResil-BF et le moteur de sa théorie du changement, visant à pérenniser un nouveau métier vert et un système national de formation autonome au Burkina Faso. Cette vision systémique s'articule à trois niveaux complémentaires : individuel (certification de 60 éco-conseiller.ères d'ici 2030), institutionnel (renforcement des communes, des services techniques et de la société civile) et systémique (formation de 10 formateurs relais et

	transfert de la formation vers l' ENEF pour une autonomie pédagogique en 2031 , tout en consolidant le réseau ECOCO-BF). Soutenu par une double certification (nationale par l'ENEF et internationale par le RECI) et une approche participative axée sur l'apprentissage par le projet, ce renforcement structurel agit comme un accélérateur direct d'impact pour la planification climatique locale et la stabilité à travers une gouvernance territoriale plus solide et apaisée.
--	---

Les approches méthodologiques

Il est également attendu de l'organisation de s'attarder sur les approches méthodologiques qui sont pertinentes pour ses interventions (tableau 9) :

Tableau 9: Approches méthodologiques de l'outcome Burkina Faso

Approches méthodologiques	Motivation
Une approche fondée sur les droits humains, y inclus le travail décent	Le programme EcoResil-BF opérationnalise une approche fondée sur les droits humains et le droit au travail décent en traitant les populations locales comme des titulaires de droits et les institutions communales comme des détentrices d'obligations de service public. Structurée autour du principe de « ne laisser personne de côté », cette stratégie cible prioritairement les groupes les plus défavorisés — en intégrant les personnes déplacées internes, en ouvrant des places à la société civile non-fonctionnaire et en s'étendant vers les communes rurales — tout en améliorant la transparence et la redevabilité locale (ODD 16.6). Elle concrétise le droit au travail décent par la création d'un nouveau métier vert certifié (par l'ENEF et le RECI) qui renforce l'employabilité et a déjà débouché sur des recrutements concrets, notamment par Enabel. Enfin, l'appui à ECOCO-BF permet de préserver un espace civique environnemental autonome malgré le rétrécissement des libertés associatives lié à la loi de 2025, faisant des droits et de la dignité humaine des accélérateurs essentiels de l'adhésion des acteurs et de l'impact du programme sur le climat et la stabilité.
Civic Space	Dans un contexte de rétrécissement des libertés associatives marqué par la loi de 2025, le programme EcoResil-BF déploie une stratégie structurée et mesurable (résultat R4) pour consolider ECOCO-BF en une plateforme nationale autonome de concertation sur l'éco-conseil. Cet espace civique, protégé par son ancrage au sein du Réseau Éco-Conseil International, intègre un quota de femmes dans sa gouvernance et utilise des outils participatifs, comme le Jeu Résilience Territoriale , pour donner la parole aux populations les plus marginalisées (femmes, jeunes, personnes déplacées internes). En s'appuyant sur l'angle environnemental — moins politiquement exposé que d'autres thématiques — pour préserver et élargir le débat citoyen, le programme renforce la redevabilité locale et la cohésion sociale, érigeant cet espace civique actif en un accélérateur direct d'impact pour le climat et la stabilité .

Triple nexus	Le programme EcoResil-BF adopte un positionnement « nexus » stratégique qui articule de manière cohérente le développement, la paix et l'action humanitaire au Burkina Faso, sans pour autant se substituer à l'aide d'urgence. Sur le plan du développement , il s'attaque aux causes structurelles de la vulnérabilité en formant des éco-conseillers et en finançant leurs projets locaux pour bâtir une résilience institutionnelle durable. Pour le pilier paix , il apaise les tensions locales et renforce la cohésion sociale grâce à une gestion concertée et transparente des ressources naturelles rares. Enfin, sur le plan humanitaire , il intègre activement les personnes déplacées internes (PDI) aux diagnostics et fortifie les capacités d'absorption des communautés d'accueil, tout en modulant son déploiement géographique selon l'évolution sécuritaire en coordination avec la coopération belge, faisant de cette synergie tripartite un accélérateur de résilience globale et de stabilité .
Outcome commun entre programmes distincts	L' IEC (chargée de la formation et de la coordination d'ensemble) et l' UVCW (axée sur l'appui aux communes et le maintien en fonction des agents) conservent des objectifs généraux (<i>outcomes</i>) distincts, mais s'associent étroitement autour d'un résultat commun corédigé (R1) pour le financement et la réalisation des projets-livrables des éco-conseillers. Ce partenariat stratégique, formalisé par convention et piloté par un comité de suivi conjoint, s'appuie sur l'expertise de terrain de l'ONG Rikolto (notamment pour l'assainissement et la réorganisation des marchés de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso) et vise à concrétiser 40 projets d'ici 2031 (dont au moins 20 inscrits dans un Plan communal de développement).
Complémentarité et synergie avec les interventions d'autres canaux de la coopération internationale belge (Team Belgium)	La stratégie d' EcoResil-BF garantit une complémentarité opérationnelle rigoureuse avec les autres canaux de la coopération belge afin d'éviter tout chevauchement. Ce dispositif s'articule autour du résultat commun R1 selon une répartition claire : l' IEC conçoit les diagnostics et projets, l' UVCW assure leur financement et Rikolto se charge de leur exécution (notamment sur l'assainissement des marchés). Cette dynamique s'étend à d'autres acteurs clés à travers la co-construction du Jeu Résilience Territoriale avec Enabel et l' APEFE (qui met à disposition le site pilote d'AWAC-ZIGA et fait le lien avec la Grande Muraille Verte), l'appui de Tree Aid en agroforesterie, et la mobilisation d' Oxfam-Solidarité et d' Iles de Paix pour l'agriculture durable, tout en s'alignant sur des financements internationaux majeurs

3.1.2. Description de l'outcome, des résultats et de la stratégie

La description de l'*outcome* est une étape très importante dans le processus de rédaction. Il est question de présenter les différents indicateurs qui sont des signaux qui permettent de démontrer que le changement a eu lieu ; de documenter une évolution liée à l'*outcome* ou aux résultats. Il s'agit également de présenter les types d'activités qui vont être menées, les groupes cibles et détenteurs de droits des différentes interventions, une analyse des risques et de décrire la théorie du changement. Cette dernière constitue d'ailleurs le cœur du programme et montre comment le changement va s'opérer tout au long du cycle par qui, comment et pourquoi.

3.1.2.1. Résultats prévus

Pour ce qui est de l'outcome au Burkina Faso, formulé plus haut, l'indicateur identifié porte sur le « *Nombre d'éco-conseillers exerçant effectivement leur métier 6 mois après leur certification* ». De type ascendant, et de mesure à l'unité, cet indicateur d'outcome cible au bout de l'an 3 la formation de 40 éco-conseillers dont 30% de femmes, et à la fin du programme en 2031, 60 éco-conseillers avec 30% de femmes. Cet indicateur mesure le passage du statut d'étudiant à celui de professionnel exerçant effectivement le métier d'éco-conseiller dans son institution.

Plus loin, des résultats sont attendus pour cet outcome et défini dans le tableau 10 :

Tableau 10: Résultats et indicateurs de l'outcome

Formulation résultat	Indicateur	Target An 3 (31/12/2029)	Target An 5 (31/12/2031)
R1 : Éco-conseillers certifiés et projets-livrables financés pour le cadre de vie et la cohésion sociale	IOV1.1 : Nombre de projets-livrables ayant obtenu un financement et une réalisation concrète	≥ 8 projets-livrables financés dont ≥ 4 sur l'assainissement des marchés (Ouaga, Bobo)	≥ 15 projets-livrables financés et réalisés dont 8 dans le cadre du PCIC (UVCW et autres bailleurs)
	IOV1.2 : Nombre de communes ayant inscrit un projet-livrable d'éco-conseil dans leur PCD	≥ 15 communes ayant inscrit un projet-livrable dans leur PCD	≥ 40 communes ayant inscrit un projet-livrable dans leur PCD
R2 : Des formateurs relais burkinabè assurent la pérennité de la formation	IOV2.1 : Nombre de formateurs relais certifiés par l'IEC et ayant coanimé au moins une promotion	Cinq formateurs relais certifiés fin 2029, dont ≥ 2 femmes	Dix formateurs relais certifiés fin 2030 (5 + 5), dont au moins quatre femmes
	IOV2.2 : Taux d'autonomie pédagogique de l'ENEF, part des modules coanimés sans appui de l'IEC	≥ 50 % des modules coanimés par les formateurs relais sans appui direct de l'IEC fin 2029	≥ 90 % des modules animés sans appui direct de l'IEC fin 2031, seuil de quasi-autonomie de l'ENEF
R3 : Le Jeu Résilience Territoriale, construit avec ECOCO-BF, adapté et déployé dans les communes	IOV3.1 : Nombre de diagnostics participatifs produits avec le jeu et transmis aux institutions	Outil adapté et validé ; vingt diagnostics transmis aux Délégations Spéciales	Outil adapté et validé ; vingt diagnostics transmis aux Délégations Spéciales
R4 : ECOCO-BF est consolidé en plateforme nationale autonome et espace civique environnemental	IOV4.1 : nombre de membres actifs d'ECOCO-BF	45 membres fin 2029, dont ≥ 30 % de femmes ; dix activités autonomes ; ressources ≥ 15 %	70 membres fin 2031, dont ≥ 30% femmes ; quinze activités ; ressources propres ≥ 30 %

3.1.2.2. Typologie des activités

Les activités d'EcoResil-BF sont directement issues des leçons de la phase pilote et adaptées aux contraintes burkinabè (sécurité, formations hybrides par MOOC, langues locales, andragogie). La répétition de familles d'activités similaires à chaque étape rend la planification budgétaire stable et prévisible d'une promotion à l'autre.

Le cœur du programme repose sur le résultat 1, soit la formation de trois promotions de vingt apprenants sur un cycle de neuf mois (recrutement conjoint, enseignement hybride, soutenance de projet et certification). Les ressources de l'IEC sont allouées à l'ingénierie pédagogique, tandis que le financement et l'exécution physique des projets-livrables sont portés en dehors de son budget par l'UVCW et l'ONG Rikolto, avec l'appui de bailleurs de fonds.

Le résultat 2 s'organise par vagues successives avec des stages de formation pour les formateurs-relais à Namur (en 2027 et 2029), suivis d'une phase de coanimation pédagogique. Financièrement, cette approche crée deux pics d'investissements précis (frais de voyage et d'encadrement), tandis que le transfert progressif de la conduite de la formation s'effectue vers l'ENEF.

Le résultat 3 distingue une phase de conception et une phase de déploiement. D'abord, la conception et l'adaptation du jeu sérieux aux réalités locales et coutumières burkinabè, ce qui représente un coût initial unique (non récurrent). Ensuite, le déploiement des diagnostics participatifs sur le terrain, qui engendre des coûts d'animation et de déplacement récurrents et proportionnels aux sessions réalisées.

Le résultat 4 repose sur un appui structurel à ECOCO-BF (structuration financière/juridique, coaching par les anciens éco-conseillers, capitalisation) qui est conçu pour être volontairement décroissant. Les besoins en ressources humaines et en frais de fonctionnement diminuent progressivement au fur et à mesure que le réseau développe ses propres capacités d'autofinancement.

Le bon déroulement du programme est encadré par deux pôles majeurs : un dispositif rigoureux de suivi-évaluation (comprenant l'évaluation initiale P0, le suivi annuel des indicateurs via la méthode SPICED (*Subjective- Participatory- Interpreted- Crosschecked- Empowering-Diverse*), la collecte des récits de changement significatif et une revue à mi-parcours en 2029) et la coordination générale du projet.

Le budget global consolide les coûts récurrents par promotion, les dépenses ponctuelles (formation à Namur et adaptation du jeu sérieux) et la dégressivité des frais de l'IEC (qui s'efface de 70 % à 100 % au profit de l'autonomie de l'ENEF). La majeure partie des fonds est contractuellement orientée vers les actions de terrain (les interventions), limitant les dépenses de fonctionnement interne conformément aux normes nationales.

3.1.2.3. Groupes cibles et détenteurs de droits

Dans le cadre de l'outcome du Burkina Faso, les groupes-cibles sont les acteurs territoriaux appelés à exercer le métier d'éco-conseiller :

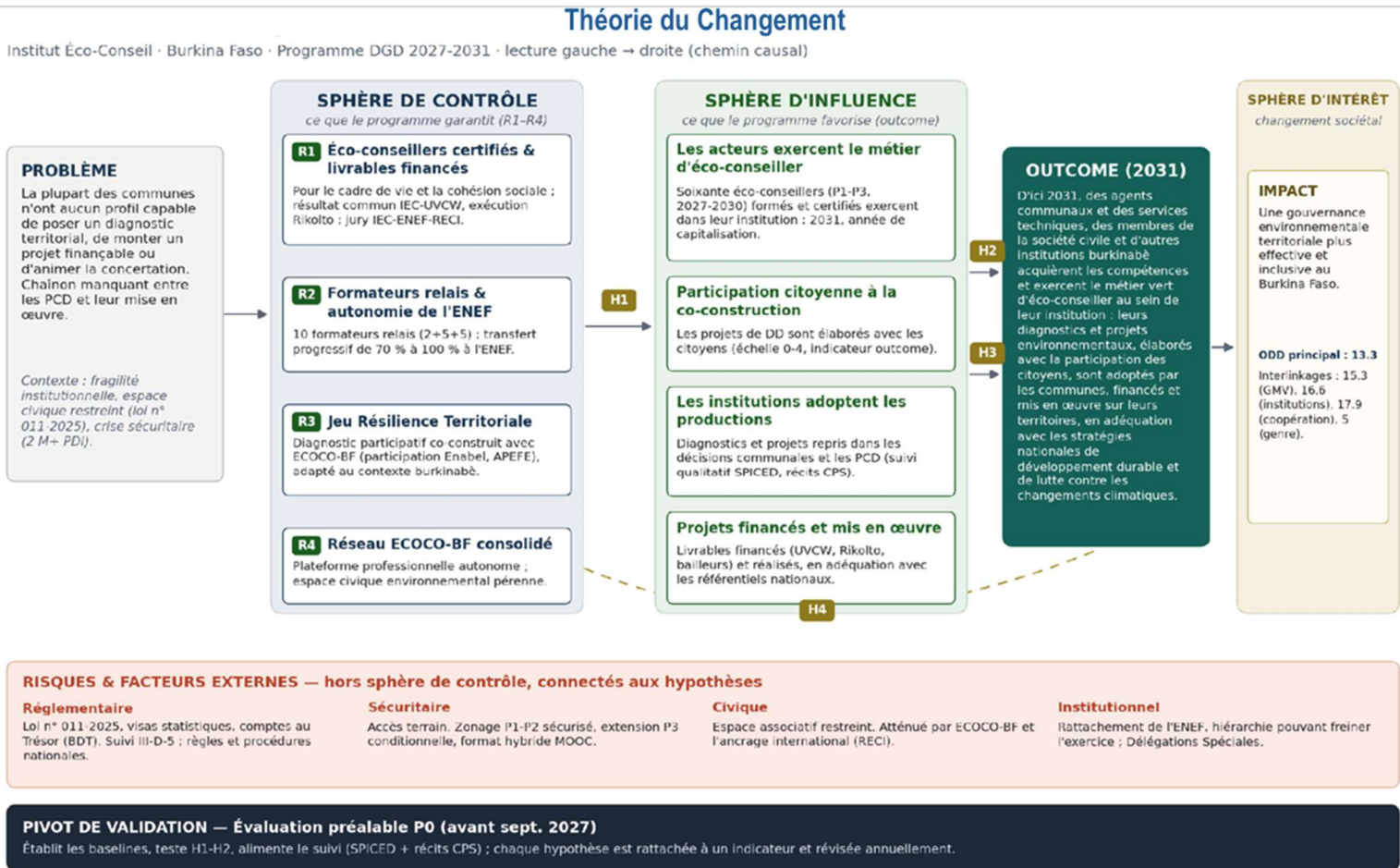
- Agent.es des collectivités territoriales et des services techniques (cible principale)
- Membres d'organisations de la société civile environnementale, en particulier ECOCO-BF, admis dès la deuxième promotion

Les détenteurs de droits quant à eux sont les populations des communes d'intervention, titulaires du droit à un environnement sain et à la participation aux décisions qui les concernent. Elles bénéficient de l'outcome via les diagnostics participatifs, les projets environnementaux et la concertation portés par les éco-conseillers, avec une attention aux femmes, aux jeunes et aux personnes déplacées internes.

Il est essentiel de suivre le changement qui est visé sur les groupes cibles à travers la théorie du changement est un élément très important dans le programme. A l'intérieur de cette théorie du changement doit pouvoir être expliqué tous les choix faits précédemment.

3.1.2.4. Théorie du changement

La théorie du changement constitue la pièce maitresse du dossier à la coopération internationale belge sur lequel la DGD insiste particulièrement pour analyser la cohérence de l'ensemble du programme proposé. C'est un cadre stratégique qui décrit la manière dont le programme d'intervention entend produire des effets et des transformations à long terme à partir de la situation de départ qu'est la phase pilote qui a eu lieu en 2019.



Source :
IEC

Figure 4: Théorie du changement de l'outcome

La figure 4 présente la théorie de changement sous forme schématique du programme, il en ressort 5 grandes articulations :

A- Le contexte et la vision d'EcoResil-BF

- La situation de départ : Le Burkina Faso fait face à une crise imbriquée : environnementale (changement climatique, dégradation des terres), institutionnelle (Délégations Spéciales), sécuritaire (plus de deux millions de personnes déplacées internes) et socio-économique. Les communes manquent structurellement de compétences internes pour élaborer des diagnostics locaux et des projets environnementaux finançables

- La vision à long terme (10-15 ans) : L'objectif est d'intégrer durablement les éco-conseillers au sein des collectivités et de la société civile. L'École Nationale des Eaux et Forêts (ENEF) doit devenir le centre de référence africain pour ce métier vert, tandis que le réseau ECOCO-BF est appelé à fédérer plus de 300 praticiens actifs.

B- Les quatre leviers de changement

La stratégie repose sur quatre dynamiques complémentaires qui constitue la sphère de contrôle :

- Levier 1 : Formation et certification (R1) : Sélection rigoureuse de candidats en poste (3 ans minimum d'ancienneté, lettre d'engagement de la hiérarchie) travaillant sur un projet réel lié sur le Plan communal de développement (PCD). La formation est hybride (théorie via MOOC, présentiel pour les postures) et débouche sur une double certification ENEF/RECI.
- Levier 2 : Formateurs relais et autonomisation (R2) : Transfert progressif de la conduite pédagogique à l'ENEF via la formation de dix formateurs relais d'ici 2031.
- Levier 3 : Jeu Résilience Territoriale (R3) : Co-construction d'un outil de diagnostic participatif adapté aux réalités coutumières et décliné en langues nationales, testé sur le site pilote d'AWAC-ZIGA.
- Levier 4 : Réseau ECOCO-BF et capitalisation (R4) : Consolidation du réseau pour assurer le coaching post-formation, maintenir un espace civique environnemental et documenter les apprentissages à travers la méthode du Changement le Plus Significatif

C- La sphère d'influence et d'impact

La sphère d'influence correspond aux effets directs recherchés. Le programme n'y exerce pas de contrôle direct mais cherche à l'influencer fortement en incitant les acteurs ciblés à adopter de nouvelles pratiques telles qu'exercer effectivement le métier d'éco-conseiller, la participation citoyenne à la co-construction des projets, les institutions peuvent adopter les projets qui vont être montés par les participants, le financement des projets et leur mise en œuvre en adéquation avec les normes nationales...

La sphère d'impact désigne les transformations socioécologiques globales et la contribution à des objectifs plus larges, comme les Objectifs de développement durable (ODD). Le programme vise une gouvernance environnementale plus effective et inclusive au Burkina Faso.

D- Hypothèses de base et gestion de risques

Le tableau 11 présente les hypothèses de départ du programme ainsi que leurs mesures de gestion.

Tableau 11: Hypothèses de base dans la théorie du changement

Hypothèse	Énoncé	Risque (hypothèse menacée)	Mesure de gestion
H1 : Demande et engagement institutionnels	Les Délégations Spéciales désignent des agents, soutiennent leur formation et valorisent les livrables.	Instabilité institutionnelle et capacités limitées des Délégations Spéciales pour délibérer, signer et inscrire les livrables au PCD.	✓ Structure de pilotage autonome ; ✓ Conventions avec les Délégations Spéciales ; ✓ Intégration des livrables aux PCD par délibération ; ✓ Ancrage national à l'ENEF.
H2 : Exercice et maintien en poste	Les certifiés restent et exercent leur métier dans leur institution.	Non-maintien en poste des certifiés (rotation, mutation).	✓ Appui de l'UVCW au maintien en fonction ; ✓ Projet lié au PCD dès l'admission ; ✓ Coaching d'ECOCO-BF ; ✓ Mécanisme d'ambassadeurs.
H3 : Intégration institutionnelle	Les productions réalisées pendant la formation répondent à des besoins réels des collectivités et sont suffisamment utiles pour être mobilisées dans les processus de planification, de décision et de recherche de financement.	Productions non reprises dans les décisions communales faute de relais ou de financement.	✓ Livrable lié au PCD dès l'admission ; ✓ Mécanisme tripartite IEC-UVCW-Rikolto ; ✓ Atelier bailleurs ; ✓ Financement automatique des livrables relevant du champ de l'UVCW.

Hypothèse	Énoncé	Risque (hypothèse menacée)	Mesure de gestion
H4 : Appropriation nationale	L'ENEF et ECOCO-BF assurent l'autonomie progressive du dispositif. Fondements :	✓ Rattachement de l'ENEF au ministère de la Sécurité menaçant sa mission de formation ; ✓ Rétrécissement de l'espace civique (loi n° 011-2025) affectant ECOCO-BF. - S'y ajoutent de nouvelles obligations associatives imposées par la loi n° 011-2025/ALT, à savoir la désignation d'un représentant et d'un responsable financier nationaux.	✓ Confirmation écrite du maintien de la mission de formation avant le démarrage ; ✓ ENAFA comme second pilier de portage ; ✓ Convention bilatérale IEC-ENEF ; ✓ Appui à la structuration juridique d'ECOCO-BF et ancrage international protecteur (RECI, partenaires belges). - Accompagnement d'ECOCO-BF dans la mise en conformité (représentant et responsable financier nationaux).

E- Suivi et évaluation

La Théorie du Changement n'étant pas figé, elle associe des indicateurs (qualitatifs et quantitatifs) répartis sur toute la chaîne causale pour mesurer le changement. Elle prévoit des jalons d'évaluation réguliers (Baseline, mi-parcours, évaluation finale) pour tester les hypothèses de départ et réajuster la stratégie si le contexte l'exige.

Tableau 12: Période d'évaluation de l'évolution

Période	Objet	Méthode / responsable
Validation (Avant la P1, mi-2027)	Validation participative des hypothèses et des chemins de changement.	✓ Atelier IEC-ENEF-ECOCO-BF-UVCW-Délégations Spéciales ; ✓ Révision si une hypothèse est infirmée.
Baseline (09/2027)	Situation initiale et valeurs de départ des indicateurs d'outcome.	✓ Évaluation préalable de la P0 (recommandée par ENEF) avant septembre 2027 ; ✓ Jeu RT comme outil de diagnostic ; ✓ IEC + ECOCO-BF.
Suivi continu	✓ Exercice du métier (H2), ✓ Intégration des productions (H3),	✓ Questionnaire post-formation à six mois (ECOCO-BF) ;

Période	Objet	Méthode / responsable
(Annuel + 6 mois post-formation)	✓ Autonomie de l'ENEF (H4) ; ✓ Désagrégation par sexe.	✓ Récits du Changement le Plus Significatif ; ✓ Comité de suivi.
Évaluation à mi-parcours (2029)	✓ Avancement, ✓ Re-test des hypothèses, ✓ Révision de la ToC et ajustements pour P3-P4.	Évaluation participative externe (IEC + UVCW).
Évaluation finale (2031)	✓ Atteinte de l'outcome ; ✓ Durabilité (autonomie ENEF, ressources ECOCO-BF) ; ✓ Contribution aux ODD.	✓ Évaluation externe ; ✓ Capitalisation RECI ; ✓ Revue des PCD.

3.1.2.5. Analyse des risques associés à l'outcome

L'analyse des risques par outcome permet d'avoir une estimation des probabilités que des risques surviennent et une estimation de leur impact ainsi que des moyens mis en œuvre pour limiter, mitiger ou s'adapter à ces risques par des mesures de gestion. Une attention particulière est demandée pour les ODD et les principes liés au *Leave No One Behind* et interlinkages. Au Burkina Faso, Ecovert-BF comptabilise 14 risques identifiés structuré en cinq catégories notamment :

- Des risques politiques et institutionnels
- Des risques opérationnels et partenariats
- Des risques sécuritaires et sanitaires
- Des risques économiques et financiers
- Des risques sociaux et transversaux

Sept risques parmi ces quatorze sont classés de niveau « élevé » et donc prioritaires qui doivent faire obligatoirement l'objet de mesures de gestion, d'un responsable et d'une échéance de suivi, plusieurs sont équipés d'un indicateur précurseur pour une alerte précoce. En annexe 5 se présente ces risques ainsi que leurs mesures de gestion, les timing et personnes responsables.

3.1.2.6. Description des tâches entre ACNG associés

La répartition des tâches entre acteurs est pensée pour éviter tout chevauchement, chaque organisation intervenant sur un maillon distinct de la chaîne.

L'IEC porte le programme : il assure l'ingénierie pédagogique, conçoit les diagnostics et les projets-livrables, forme les formateurs relais à Namur, organise le jury de certification IEC-ENEF-RECI et coordonne l'ensemble.

L'ENEF, partenaire institutionnel pivot, délivre la certification nationale, met à disposition ses infrastructures, désigne les formateurs relais et reprend progressivement la conduite de la formation jusqu'à son autonomie en 2031.

L'UVCW co-porte le résultat commun R1 : elle ouvre l'accès aux communes, finance les projets-livrables relevant de son champ et assure le lien avec les Délégations Spéciales.

Rikolto met en œuvre les projets de terrain (marchés, déchets, circuits courts).

ECOCO-BF intègre les certifiés dans un réseau professionnel, assure le coaching post-formation et anime l'espace civique environnemental.

Enabel et **l'APEFE** participent à la construction du Jeu Résilience Territoriale ; **l'APEFE** met à disposition le terrain pilote d'AWAC-ZIGA ; **Tree Aid** apporte son expertise en agroforesterie et coanime des sessions. Un comité de suivi commun coordonne ces contributions et prévient les doublons.

3.1.3. Présentation de l'outcome et motivation

Une étape essentielle dans la rédaction de ce programme est sa présentation sur des critères spécifiques qui permettent une appréciation qualitative de l'outcome ils comprennent :

A- La pertinence

Les enquêtes menées en 2026 au Burkina Faso révèlent un problème critique : presque aucune commune n'a de professionnel capable d'analyser son territoire, de transformer un besoin en projet finançable, et de réunir autour d'une table l'administration, les élus et les habitants. C'est le maillon manquant entre les plans de développement que les communes écrivent et leur mise en pratique réelle. L'intervention propose de créer des éco-conseillers — des professionnels formés à conseiller les communes sur l'environnement. Cette profession existe déjà en Belgique, en France, au Canada et en Tunisie. Un autre projet au Burkina (**Tree Aid**) essaie une approche similaire, ce qui confirme qu'il y a une vraie demande. Plusieurs gouvernements locaux, dont Bobo-Dioulasso et Ouagadougou, ont manifesté un intérêt explicite.

Le programme s'aligne avec les priorités nationales et internationales : il soutient la décentralisation du Burkina Faso, s'inscrit dans la Grande Muraille Verte (stratégie contre la désertification), et contribue aux Objectifs de développement durable. Il est reconnu comme "métier vert" par les standards internationaux. L'intervention accorde une attention particulière à l'inclusion : la promotion pilote n'avait que 12,5% de femmes, l'objectif est porté à au minimum 30% dès la première promotion, avec des quotas de 3 femmes parmi les 10 futurs formateurs. Les projets des éco-conseillers portent sur des actions concrètes : restauration des terres, gestion des déchets, efficacité énergétique, lutte contre la déforestation.

La formation est conçue pour les adultes déjà en emploi, pas pour les étudiants. Le format hybride combine le présentiel et les cours en ligne (MOOC) pour atteindre les zones éloignées et maintenir la formation même quand la sécurité pose des problèmes. L'approche valorise l'expérience locale plutôt que d'imposer des solutions venues d'ailleurs.

B- La cohérence

Le programme a une chaîne logique interne solide : quatre résultats s'enchaînent sans redondance. Le premier (R1) forme, certifie et finance les projets des éco-conseillers. Le deuxième (R2) crée une équipe de 10 formateurs burkinabè et rend l'ENEF (école nationale de formation) autonome. Le troisième (R3) crée et utilise le "Jeu Résilience Territoriale", un outil de diagnostic territorial. Le quatrième (R4) rassemble les éco-conseillers dans une association professionnelle (ECOCO-BF). À l'externe, le programme se distingue des autres interventions environnementales par son approche : il ne finance pas directement les travaux d'environnement mais forme les gens qui vont les concevoir, les financer et les piloter. Cela le rend complémentaire plutôt que concurrent avec les autres acteurs.

Six organisations belges travailleront sur l'environnement au Burkina Faso sans chevauchement : l'IEC s'occupe de la formation, l'UVCW de l'accompagnement des communes et du financement, Rikolto des marchés alimentaires, Tree Aid de l'agroforesterie, et Enabel-APEFE du Jeu Résilience Territoriale. Le déploiement géographique commence par les zones sécurisées (Bobo-Dioulasso, Ouagadougou), puis s'étend vers le corridor de la Grande Muraille Verte selon la stratégie nationale. L'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes déplacées et des communes rurales est intégrée progressivement sans dupliquer l'effort d'autres acteurs. Le programme est pensé comme une pièce dans un puzzle plus grand, pas comme une action isolée.

C- L'efficacité

Le programme repose sur l'expérience réelle. Une promotion pilote en 2019-2020 a déjà démontré sa faisabilité : huit éco-conseillers ont été formés et certifiés, huit projets concrets ont été remis à Bobo-Dioulasso (construction de la Maison des Jeunes de Dafra, restauration des berges du Marigot Houet). Une association professionnelle (ECOCO-BF) a émergé spontanément, et Enabel a embauché au moins un diplômé. Le programme 2027-2031 reproduit ce qui a marché à plus grande échelle, en corrigeant le principal problème : le manque de financement pour les projets. La sélection est rigoureuse. Les candidats doivent avoir trois ans d'ancienneté dans leur institution, l'accord écrit de leur hiérarchie, et passer un test devant un jury combinant l'IEC, l'ENEF et la commune, où la motivation compte plus que le diplôme. Cela garantit que chaque candidat travaille sur un vrai problème de son territoire et que son institution est impliquée. À la sortie, un jury de certification (incluant des experts internationaux) évalue. Le candidat doit défendre son projet pour obtenir la certification — ce n'est pas un simple examen.

La pédagogie repose sur l'apprentissage par le projet. Chaque stagiaire produit un livrable concret pour sa commune : diagnostic territorial, plan d'action et budget, qu'il présente publiquement. Le format hybride (présentiel + MOOC) permet d'atteindre les zones éloignées et de maintenir la formation malgré les problèmes de sécurité. Le déploiement suit un plan maîtrisé en trois promotions de 20 participants chacune (60 éco-conseillers au total). La promotion 1 (2027-2028) cible les zones sécurisées et teste l'assainissement des marchés. La promotion 2 (2028-2029) monte à 40 certifiés et finalise le Jeu Résilience Territoriale. La promotion 3 (2029-2030) atteint 60 certifiés et étend vers le corridor de la Grande Muraille

Verte. L'année 2031 est consacrée à l'évaluation. Ce rythme sécurise la qualité et permet d'adapter selon la situation sécuritaire.

Le financement des projets était le plus gros problème de la phase pilote. Maintenant, un mécanisme tripartite IEC-UVCW-Rikolto l'assure : l'IEC conçoit, Rikolto exécute, l'UVCW finance automatiquement. Les projets ne restent plus sur papier. À chaque promotion, un atelier réunit les éco-conseillers avec d'autres bailleurs (Fonds Vert, Union européenne, FADEC) pour les former à chercher du financement eux-mêmes. La continuité est assurée par dix formateurs relais burkinabè, dont les deux premiers (certifiés en 2022) constituent déjà la mémoire institutionnelle. L'ENEF passe progressivement de 0% à 90% d'autonomie pédagogique d'ici 2031, rendant la formation reproductible sans aide externe. Le Jeu Résilience Territoriale, adapté au contexte burkinabè, est partagé avec tous les acteurs belges et utilisé par Tree Aid.

L'inclusion est systématique : minimum 30% de femmes dès la première promotion, au minimum 3 femmes parmi les formateurs relais, quotas pour les jeunes de la société civile, intégration des personnes déplacées, extension progressive aux communes rurales. Le suivi combine des indicateurs quantitatifs désagrégés par sexe et des indicateurs qualitatifs, avec des "indicateurs précurseurs" (par exemple, absentéisme anormal) pour une alerte précoce.

D- L'impact

À court terme, le programme vise 60 éco-conseillers actifs, au minimum 15 projets-livrables financés et réalisés, et 10 formateurs relais. Cela donne aux communes une nouvelle capacité de diagnostic, d'ingénierie de projet et de concertation. Pour les agents communaux et les habitants, la différence se mesure à des décisions mieux informées et des services environnementaux de meilleure qualité : marchés assainis, berges restaurées, déchets mieux gérés, bâtiments publics plus efficaces.

À moyen terme, l'ENEF forme seule les promotions suivantes et ECOCO-BF s'affirme comme plateforme civique environnementale robuste. Cet effet durable et extensible s'aligne principalement avec l'ODD 13.3 (capacités face au changement climatique), puis avec les ODD 15.3 (désertification), 16.6 (gouvernance) et 17.9 (coopération Nord-Sud). Le programme surveille un risque : les premières zones sécurisées (urbaines) pourraient recevoir plus d'attention que les zones rurales. Pour corriger ce biais, il étend progressivement vers les communes rurales et intègre les personnes déplacées.

E- La durabilité

La durabilité repose sur quatre piliers. Institutionnellement, l'ENEF est l'école nationale pérenne ; le curriculum est coconstruit et codétenu par l'IEC et l'ENEF, et les dix formateurs relais permettent une autonomie progressive documentée dans une convention formelle. Socialement, ECOCO-BF maintient une plateforme professionnelle autonome, assure le coaching post-formation par les anciens de la promotion pilote, et préserve un espace civique environnemental. Financièrement, le mécanisme tripartite UVCW-Rikolto crée une chaîne de valeur autonome, et les éco-conseillers apprennent à mobiliser des financements auprès du Fonds Vert et de l'Union européenne au-delà du programme. Thématiquement, le métier sera

inscrit dans la grille salariale burkinabè, la certification double (nationale et internationale) renforce l'employabilité, et le Réseau Éco-Conseil International maintient les pratiques à jour.

Dans l'ensemble, la rédaction du programme DGD et particulièrement la partie concernant celle de la rédaction de l'outcome Burkina Faso du programme dans laquelle j'ai travaillé, était un travail rigoureux et minutieux dans lequel on peut se perdre. Tellement d'information sont demandés et parfois elles se ressemblent avec pour objectif de voir la cohérence dans ce qui est proposé. Au Burkina Faso, le programme vise la formation de 60 éco-conseillers au bout de 5 ans et de 10 formateurs relais qui vont favoriser la pérennisation de ce métier vert. L'intérêt n'est pas de simplement introduire un nouveau métier, mais de favoriser la résilience territoriale de ce pays à travers ce renforcement de compétence. Cependant, la formation de ces futurs éco-conseillers nécessite de rassembler des hommes et des hommes aux profils variés qui pourront répondre aux attentes du programme en apportant leur expertise pour former les étudiants. C'est dans ce sens que le renforcement du RECI trouve pleinement sa place par la suite.

3.2. Renforcement du RECI

Le Réseau Eco-Conseil International (RECI) est un réseau qui rassemble des professionnels de l'Eco-Conseil qui de base est issu de trois institutions phares : Eco-Conseil, Institut européen pour le conseil en environnement (Strasbourg), Institut Eco-Conseil (Namur) et l'Université du Québec à Chicoutimi avec l'Association professionnelle des Éco-conseillers du Québec APECQ. L'objectif étant de mutualiser les forces du métier d'éco-conseiller par le RECI, il était question pour le renforcement du RECI, d'encadrer l'introduction de nouveaux membres aux profils variés en Belgique et à l'étranger.

Le livrable qui était attendu était une sorte de base de données condensées de personnes à contacter au moment opportun pour soutenir les activités de l'IEC à l'international regroupé selon des thématiques environnementales. Au fur et à mesure que les réunions se faisaient, ou des petites discussions émergeaient, le rendu s'est orienté vers quelque chose de plus digeste et beaucoup simple, soit un appel à candidature de personnes aux profils variés.

Pour ce faire, dans un premier temps, une interview a été effectuée avec Dimitri Phukan, acteur externe à l'IEC qui travaille à Eco-Conso et qui a déjà eu à intervenir à l'international pour l'IEC. L'objectif était d'avoir une idée sur les profils de compétences à mettre en avant connaissant un peu les valeurs de l'IEC. A partir des descentes de terrain qui ont été faites dans les différents pays d'intervention, on a pu lister les besoins en formation et donc en ressources humaines qu'il faudra mobiliser. Aussi, il a été décrit le contexte dans lequel cet appel à candidature était fait, notamment dans le cadre de la programmation DGD et même au-delà. Etant donné qu'il s'agit d'interventions dans les pays du SUD au contexte assez contrastés des avertissements et des points d'attention ont été mis en emphase.

Puisque le programme vise à impacter trois pays à des contextes socio-économiques et écologiques différents, les modules de formations sont adaptés et donc il était question de prendre en compte l'ensemble de ces modules afin d'avoir une idée sur l'opérationnalisation des activités et répartition par la suite.

Le document réalisé est constitué de l'objet de candidature, le profil de formateur recherché, les principes de sélection et les modalités de candidature.

Un élément important est la posture d'éco-conseiller et la maîtrise de certains outils. En effet, il ne suffit pas juste d'être vraiment motivé à l'éco-conseil ou à une transition écologique, mais il faut également maîtriser un ensemble d'outils pertinents qui s'adaptent en fonction des situations et de ce qu'on veut transmettre. C'est pourquoi il a fallu effectuer une recherche sur l'ensemble des outils utilisés par l'IEC pour les mettre en avant tout en laissant la possibilité au candidat d'ajouter des compétences.

Dans une logique décoloniale et de durabilité, le renforcement du RECI passe également et surtout par l'introduction d'acteurs locaux Burkinabè notamment (dans un premier temps) expert (ou à devenir) dans un domaine et des compétences particulière à travers ECOCO-BF qui est une association créée en 2019 avec l'assistance de l'IEC lors de ses premières missions de formations au Burkina Faso. Cette association regroupe un ensemble de professionnels en Eco-Conseils et d'autres qui ne le sont pas encore mais qui sont visés pour les prochaines formations avec le programme 2027-2031. Toutefois, des réunion-bilan mise en contexte sont prévues tant pour les acteurs locaux qu'internationaux.

Ce document a été revu et amélioré à plusieurs reprises par le maître de stage. Une simulation a été faite auprès de certains futurs diplômés de l'IEC afin d'avoir une appréciation sur la compréhension du sujet et de l'appel à candidature dans l'ensemble avant soumission. Un retour a été fait de la part de Jean-François Dontaine qui d'ailleurs aimerait bien postuler une fois que le projet sera en cours de concrétisation.

Pour finir, il a été rendu un appel à candidature sous forme de case à cocher dans lequel il est demandé aux candidats le domaine d'expertise qu'ils veulent faire valoir, ainsi que de compétences et outils qu'ils maîtrisent et auxquels ils souhaitent former parmi de multiples choix. La structure finale du document est reprise en annexe 6.

3.3. COMMUNICATION

La communication et la visibilité de l'IEC dans les réseaux est essentiel afin d'attirer plus de monde dans ses programmes de formation. De nombreuses réunions ont été faites où ce sujet revenait régulièrement car il n'y a pas réellement une personne qui en a la responsabilité intégrale, et ce depuis des années. L'idée de faire de mini vidéos à partager sur les réseaux sociaux a émergé. L'objectif de ces *short videos (reels)* était de présenter comment les formations se passent à l'IEC en insistant sur la bonne ambiance, la dynamique qu'il y'a tout autour, la cohésion, et la façon d'apprendre dans les différents cadres (in/out site). Il était également question de faire des montages vidéo de vidéos qui avaient été prise auparavant par le directeur de l'institut.

Il en ressort que, lors de la première tentative de prise de vidéos, il a été demandé aux étudiants s'il était possible de les filmer, mais environ 30% de la salle n'était pas d'accord et préférerait être exclu des vidéos, ce que nous avons essayé de faire (nous étions deux à le faire). Des vidéos et des montages ont été réalisées avec les captures faites et envoyées à Anne-Laure Tarbe, celle qui en est l'instigatrice et la responsable, avec une appréciation plutôt mitigée. Cet échec est

principalement du au fait que ces vidéos ne semblaient pas refléter des moments conviviaux, d'apprentissage et de partage comme l'aurait souhaitée la responsable. Les vidéos manquaient une bonne ambiance, et une certaine profondeur, elles donnaient littéralement « le tournis ». Une journée d'enregistrement ne permet malheureusement pas de capturer tous ces moments essentiels dans la formation à l'IEC. D'autres essaient n'ont pas été fait car une alternative s'est présentée par la suite.

Pour ce qui est des anciennes vidéos qui avaient été prises et qui étaient beaucoup plus explicites sur le fonctionnement de l'IEC, elles n'ont pas été retrouvées, ce qui n'a pas permis de faire quelque chose à ce sujet.

4- Analyse critique de l'applicabilité des résultats

La guerre des prompts...

Ce que je déplore vivement durant la rédaction du programme DGD, c'est l'utilisation très abusive de l'intelligence artificielle, peut-être parce qu'il s'agit encore d'un outil en apprentissage pour moi. Je ne mets absolument pas en question les performances de cet outil en termes d'optimisation de travail, mais je le prends avec beaucoup de réserve également. J'ai travaillé de façon autonome la plupart du temps, et à certains moments, j'avais des tâches ponctuelles notamment celle des guides d'entretien que je devais revoir. Le problème n'était pas d'être prise d'urgence avec une tâche mais bien celui de revoir ce qui avait été généré par l'IA. Bien qu'il donne une base pour ne pas partir de zéro, j'avais l'impression qu'il fallait absolument aller dans le même sens que ce qui avait été généré, ce qui a limité le champ des possibilités sur les thèmes et les questions potentielles à poser. On peut également noter un autre biais dans les informations recueillies lors des entretiens. En effet, l'une des priorités de l'IEC est de passer par des institutions publiques telles que les communes qui elles ont des devoirs envers leur nation, leur population. Cependant, il n'y a que deux maires des communes urbaines de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso qui ont été interviewés. Il aurait été intéressant de se rapprocher de quelques communes rurales afin que ce soit plus représentatif et qu'on ait une meilleure appréciation de ce qui se passe vraiment dans des zones plus enclavées ou moins développées.

De plus, une fois les descentes de terrain terminées, je n'ai pas eu accès aux enregistrements, les transcriptions (auxquelles je n'ai pas eu accès) ont été faites via un outil IA, qui par la suite a effectué des résumés et synthèses de chacun des entretiens. On a ainsi un biais au niveau de l'information recueillie car certains éléments qui auraient pu être pertinents d'un œil humain n'ont probablement pas pu être relevés. De même, les éléments importants à prendre absolument en compte dans la suite de la rédaction du programme à partir de ces interviews étaient déterminés par l'IA.

La part d'humanité imparfaite qui pouvait être apportée dans ce programme était remplacée par des prompts aussi performants les uns que les autres. Chaque rédaction, formulation ou reformulation que je pouvais faire devait repasser par un prompt, « pour dire qu'il fallait sa validation d'une certaine façon ». J'ai ainsi découvert que cet outil peut parfois être borné,

lorsqu'il a une idée clairement définie dans son analyse, il va constamment revenir comme pour convaincre, et un manque d'inattention peut laisser passer un élément qui ne doit pas être et créer de la confusion.

Concevoir c'est bien, planifier et organiser c'est encore mieux...

Le RECI est un réseau qui doit être davantage développé et enrichi d'expert de partout, car la transition se fait ensemble, et des éco-conseillers peuvent être formés partout dans le monde. Le travail réalisé consiste en un appel d'offre sous forme de cases à cocher qui permettra de faire un tri de premier ordre lorsqu'on reçoit les candidatures. Mais ça aurait pu être mieux planifié ou organisé.

Il aurait été intéressant que la base de données prévue au départ soit réalisée afin de faciliter encore plus la tâche le moment venu. Les activités de formation qui vont être faites et principalement dans le cadre de la DGD sont prévues pour septembre 2027, mais il y'a une recherche encore à faire de personnes potentielles qui pourront être contactées. Et une fois contactée se pose le réel problème de « **Matière de base** ». En effet l'IEC a une âme, des valeurs, et des éléments de base. Ce qui signifie que toute personne qui ira former dans un domaine particulier devra probablement adapter sa façon d'enseigner à celle de l'IEC dans une certaine mesure. Ainsi il faudra effectuer une mise à niveau avec les différents formateurs, ce qui rend un peu complexe la chose.

Plus loin ou pas, la base de données que l'IEC possède est assez brute et regroupe l'ensemble de ses étudiants qui ont déjà eu à passer chez eux, même des formateurs qui ont déjà eu à intervenir sur diverses thématiques. Toutefois ces données sont brutes et tout simplement accumulées depuis des années. Aucun suivi, traitement, sauf en cas de réel besoin n'est fait. Certaines personnes ne sont peut-être plus disponibles, ce qui fait en sorte que s'il faille traiter cette base de données, ça prendrait tellement de temps, avec la charge de travail qui est déjà grande. Ne pas traiter cette base, et passer à une sélection basée sur l'appréciation est un biais qui ne permet de mettre en œuvre l'équité dans la sélection ou la candidature.

La minimisation absolue des coûts de l'Institut pourrait lui coûter bien plus cher...

En effet, la communication est un élément très important dans une entreprise pour pouvoir améliorer sa visibilité et vendre. Même en tant que ASBL, il est essentiel de faire rentrer des capitaux d'une façon ou d'une autre selon ses valeurs bien sûr pour pouvoir continuer à mener ses activités. Bien que nous ayons essayé de développer des vidéos à publier et qui n'ont pas été concluantes, le cas contraire n'aurait pas été plus durable car l'exercice était ponctuel. Les membres de l'équipe de l'IEC sont assez chargés dans leurs tâches de base, et sortir de son contexte pour une tâche bien que ça puisse être une passion secondaire pourrait être lourd à porter dans le temps. L'équipe a besoin d'être renforcée absolument car il est grand temps qu'elle soit valorisée à sa juste valeur.

III- Analyse des acquis du stage

Mes trois mois (bien plus d'ailleurs) de stage à l'Institut Eco-conseil dans l'équipe de gestion de projet ont été une expérience très enrichissante sur plusieurs plans. J'ai été accueillie de façon très chaleureuse avec des sourires et une « Météo » pour mesurer un peu la température. J'ai dans un départ eu un peu de mal à me retrouver dans la structure, parce que j'étais un peu « sous-exploité » au départ, et ne savait pas trop quoi faire. C'est après un moment d'échange avec mes responsables où j'ai pu m'exprimer librement que les choses sérieuses ont commencées. Alors à ce moment j'ai commencé à me suis sentie utile et j'ai commencé à travailler de façon autonome.

Ce stage m'a apporté de nouvelles connaissances, permis d'en approfondir d'autres, et ce qui m'a le plus marqué ce sont les compétences que j'ai développées pourtant je pensais déjà les avoir. En premier lieu, j'ai développé des compétences en gestion émotionnelle et en communication notamment sur les questions d'assertivité, et d'écoute. Moi qui ai tendance à beaucoup parler, durant ce stage j'ai appris à écouter de façon très active, moi qui ai l'habitude de recevoir des directives claires, j'ai dû apprendre à être autonome et à me donner à moi-même des directives et puis à présenter le travail que j'ai fait, moi qui ai du mal à m'exprimer sur ce que je ressens, j'ai appris à gérer mes émotions et à m'exprimer au moment opportun. J'ai été confrontée à diverses émotions où j'ai eu tendance à vouloir abandonner parce que je ne savais pas ce que je faisais exactement. J'ai clairement pu faire preuve « d'assertivité », cette notion bien évoquée en cours de communication à l'université mais qui n'a pris réellement forme que dans un contexte *in vivo*, et ça m'a permis de travailler en équipe sereinement. J'ai pu être challenger, c'est une des raisons pour lesquelles je suis très heureuse d'avoir effectué ce stage à l'IEC

Au cours de ce stage, plusieurs aptitudes essentielles ont été acquises, ce qui a considérablement facilité la réalisation de ce travail.

- Savoir en gestion de projet

La gestion de projet est un domaine dans lequel je veux pouvoir développer des compétences beaucoup plus pratiques. Durant ce stage et surtout à travers le programme DGD, j'ai appris à mieux m'organiser dans un travail d'équipe. J'ai appris énormément en particulier sur la théorie du changement, le projet en soi n'est pas juste d'apporter une technologie, une connaissance, mais c'est bien de d'observer et de mesurer un changement. Avec l'IEC, on sort vraiment d'une approche top down classique, pour une approche qui s'intéresse d'avoir aux besoins des populations avant de remonter dans la conception du projet et des activités qu'il faudra mettre en œuvre. J'ai pu comprendre que ce n'est pas concevoir un beau projet qui fait la différence, mais c'est bien l'humain au centre de l'action. J'ai pris conscience de l'importance de sensibiliser le grand public et les autorités compétentes aux enjeux actuels du développement durable pour améliorer les vies. Les initiatives locales, les démarches participatives associées à des projets comme ceux de l'IEC dans les pays du SUD en particulier touche les citoyens de manière directe et efficace, conscientise certains sur leurs actes et permettent de réorganiser les approches. Aujourd'hui je valorise encore plus les petites initiatives, qui jouent un rôle crucial dans le changement. Leurs activités précédentes aussi banales que ça pouvait paraître ont ouvert

la voie à l'IEC de pouvoir avoir un plus grand impact au Burkina Faso. Cela m'inspire pour mon futur emploi, et les projets concrets que j'aimerais faire de retour chez moi.

- Aptitudes méthodologiques

Au cours de ce stage, j'ai eu l'opportunité de mettre en œuvre des qualitatives et quantitatives pour rassembler l'ensemble des données nécessaires au choix des éléments à intégrer dans la rédaction du programme DGD. Je me suis essentiellement basée des interviews faites par le chargé de Mission au Burkina Faso. Je me suis également plongée dans des sources de données secondaires notamment l'ensemble des documents mis à la disposition des ACNGs. Ces méthodes m'ont aidé à collecter des informations riches et diversifiées, cruciales pour une étude détaillée afin de pouvoir orienter et nourrir les différentes parties du programme. J'ai appris à structurer mes recherches de manière efficace en établissant des priorités et en honorant les échéances. Pour ce qui est du RECI, j'ai pu également me servir d'interview effectué auprès de certains de certains collaborateurs, savoir poser les questions et les bonnes questions est important, je me suis exercé à améliorer mes questions pour qu'elles soient le plus précis par rapport à ce que je recherchais et ça m'a aussi permis de me remettre en question.

- Aptitudes numériques

A l'ère de l'intelligence artificielle, je n'avais aucune technique ou méthodes, je me contentais de poser de simples questions comme la plupart des personnes. Au cours de stage, j'ai découvert un univers moins superficiel et plus performant, j'ai pu développer des méthodes de recherche optimales et améliorer ainsi le travail. Grâce à une session de formation reçue qui portait sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le programme de la DGD, j'ai pu apprendre de nouvelle façon de faire qui m'aident d'ailleurs aujourd'hui sur d'autres plans et projets personnels. J'ai pu transformer tout un tas d'informations diverses que j'avais pu collecté par mes propres voix, à quelque chose de beaucoup plus structuré qui m'a facilité dans le travail cependant, j'ai toujours un peu de mal à m'abandonner totalement à cette technologie, car elle tend à réduire mes capacités intellectuelles et de rédaction, voilà pourquoi je préfère l'utiliser avec modération.

Avec le travail qui devait être fait concernant la communication, bien que ça n'ait pas été concluant, je ne m'étais pas encore prêté à un exercice de création de contenus professionnels en montant des vidéos, cela a été intéressant bien que je manque cruellement de créativité dans ce sens. Cet outil m'a également beaucoup aidé pour retracer les points les plus importants à prendre en compte après les interviews effectué dans le cadre du RECI.

IV- Suggestions à l'institut d'accueil

Lors de mon stage, j'ai pu remarquer un aspect qui est une grande faiblesse de l'Institut, et elle s'en rend bien compte d'ailleurs, c'est sa communication, sa notoriété. En effet, l'ASBL n'est pas très connue du grand public malgré la qualité des réseaux dont ils ont accès. L'institut donne des formations et permet à des personnes qui se sentent un peu perdu dans ce monde en constante transitions, de donner du sens à leur vie à travers un métier qui leur parle. Cependant, les effectifs ne sont pas élevés. Ils recherchent constamment à trouver des moyens pour fournir leurs caisses et continuer leurs belles œuvres.

Je conseillerais donc à l'institut de rendre beaucoup plus actives leurs réseaux sociaux de façon continue notamment LinkedIn qui est très professionnels et Instagram. Je me dis également que leur page YouTube par exemple pourrait être davantage actualisé et partagé entre les différents étudiants entre les promotions. A l'heure actuelle elle n'a que 9 vidéos pour 10 abonnés, ce qui est extrêmement peu, des contenus plus innovants de formations, de séances ou autres activités pourraient être mise. De façon générale, il faut absolument un *responsable de la communication/marketing* qui pourra créer du contenu parce qu'il n'y en a pas à l'heure actuelle. L'IEC pourrait encourager ses étudiants à s'abonner à ses réseaux sociaux et à les partager car la clientèle est souvent aussi le meilleur moyen de se faire davantage connaître bien que nous tendions vers un monde moins poussé vers autrui.

Eco-conseil a surtout un public orienté vers des professionnels, des entreprises ou des personnes en reconversion ou en quête de sens, mais je trouve qu'il serait intéressant de se tourner vers un public plus jeune ou étudiant. J'ai personnellement trouvé très intéressant et pertinent ce qu'ils font et en tant qu'étudiante j'aurai trouvé intéressant dans mon parcours d'avoir des sessions de stage sur des thèmes particulier en communication environnementale pendant des stages à valoriser plus tard dans un cv pour ma carrière. Ce serait également intéressant que ces formations soient certifiantes et reconnues. J'adore le concept et il pourrait être amélioré et mieux exploité au service de la société et pour leurs propres intérêts.

Par ailleurs, l'IEC possède une importante base de données sur ses anciens étudiants, sur des formateurs qui ont eu à travailler à donner des formations et peut être même sur des groupes d'entreprises à qui ils ont déjà eu à donner des formations. Cependant, l'information reste aujourd'hui parsemée, non structurée, et inexploitée. Aucune analyse n'est faite me semble-t-il, l'institut se prive d'un levier stratégique majeur pour évaluer ses performances passées, piloter son activité présente et anticiper ses besoins futurs. Je suggérerais une structuration et une valorisation efficaces de ces données pour optimiser ses actions marketing, cibler les relaces commerciales et renforcer l'impact de ses offres de formation. Le cours d'information et système de gestion que nous avons fait en classe en utilisant les logiciels Access et Excel offrent tellement de possibilité dans l'analyse, ça me donne d'ailleurs des idées... en ma connaissance, Arnaud Cateloy, éco-coopérant à l'institut travaillait dans ce sens, mais pas à temps plein or il s'agit d'un réel axe de recherche et développement qui doit être pris au sérieux avec une personne permanente ou temporaire qui travaillerait dessus.

Conclusion générale

En somme, tout au long de ce travail nous avons examiné le contexte dans lequel se trouve le Burkina Faso, situation assez particulière et difficile. Face aux attentes de la coopération au développement belge, et des cibles stratégiques définies par les ACNG actives au Burkina Faso, il était question de proposer un programme de développement qui sera subventionné par ladite coopération. Tellement d'informations sont demandées mais en général, pour donner de la pertinence et de la cohérence à notre intervention nous avons mené des enquêtes de terrain afin de faire une analyse réelle des besoins et d'adapter notre proposition. Nous avons également renforcé notre action pour la rendre davantage observable à travers des partenariats pour des facilitations institutionnelles et financières pour la mise en œuvre de projets au bénéfice des populations. Pour rendre durable l'intervention nous avons opté pour une autonomisation du processus de formation d'éco-conseiller au Burkina Faso. Pour faciliter le recrutement de formateurs qui renforceraient le RECI, nous avons créé une grille de faire valoir de compétences sans pour autant définir dans un premier temps une liste de candidats. Les vidéos montés ont permis de davantage mettre en avant la nécessité d'un renforcement de l'équipe interne.

Références bibliographiques

“Cadre stratégique Commun Burkina Faso 2027-2031“. (2021).

Acodev. (2026). Check-list : Questions d’auto-évaluation. Basé sur le schéma programme 2027-2031 de la DGD.

Acodev. (2026). Fiche outil 1 : formuler un outcome DGD de qualité.

Acodev. (2026). Guide de facilitation pour le travail entre paires. Traduire son programme en un dossier DGD convaincant. Guide pratique pour les équipes des ACNG membres d’Acodev

Acodev. (2026). Liste de verbes utiles pour formuler des outcomes

Banque Mondiale. (2025). Burkina Faso.
<https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview>

Burkina Faso. (2007). Programme d’Action National d’Adaptation à la variabilité et aux changements climatiques Burkina Faso.

Burkina Faso. (2024). Plan national d’adaptation aux changements climatiques (PNA) du Burkina Faso (2024-2028)

Burkina Faso. (2024). Vision 2050 de développement à faible émission de carbone et résilient au climat du Burkina Faso.

DGD. (2026). Coopération non gouvernementale, Schéma de présentation d’un programme.

Dupar, M. (2019). Le Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique et les terres émergées : « Quels impacts pour l’Afrique ? »

Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC). (2022). Changement climatique 2022 : impacts, adaptation et vulnérabilité.

Institut National de la Statistique et de la Démographie [INSD], 2022, Recensement.

Maah. (2018). Situation de Référence des Terres Dégradées et de La CES Au Burkina Faso.

Organisation Internationale pour les Migrations [OIM]. (2020). Intégration du lien entre migration, environnement et changement climatique dans la planification locale : cas des communes de Mané et Bokin dans les régions du Centre-Nord et du Nord au Burkina Faso

Ouedraogo, C. R. & Yanogo, P. I. (2024). Gestion des déchets solides ménagers à Koudougou, Burkina Faso : Dynamique de production et cartographie des lieux d’ordure.

Sama M.& Berenger V. (2023), En Afrique, les émissions liées aux déchets augmentent malgré les efforts des acteurs. Observatoire de l’action climat en Afrique, 06 p

Service public fédéral affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement. (10 mars, 2024). Arrêté royal du 10 mars 2024 modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale.

Service public fédéral affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement. (11 septembre, 2016). Arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale.

Service public fédéral affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement. (11 septembre, 2016). Arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant le nombre des cadres stratégiques communs de la coopération non gouvernementale et leur couverture géographique ou thématique

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs [UNOCHA]. (2025). Burkina Faso, besoins humanitaires et plan de réponse des partenaires 2025. <https://www.unocha.org/publications/report/burkina-faso/burkina-faso-besoins-humanitaires-et-plan-de-reponse-des-partenaires-2025>

Yaméogo, A., Somé, Y.S.C., Palé, S., et al. (2021). Application de SIG/RUSLE à l'estimation de l'érosion par ruissellement en nappe dans le bassin versant supérieur de la Sissili (Burkina Faso). *Geo-Eco-Trop*, 45, 299-310.

Zoma V. (2024). « Transformer le fléau en ressource : la logistique des retours des déchets plastiques à Ouagadougou au Burkina Faso ». *Revue Géovision*, 2024, 1 (12), p. 415-426.

Zoma, V., Kiemdé, A., Kabran, G. E. G. (2022). *Les métropoles africaines. Enjeux et défis de développement*. GRIN Verlag.

Zongo Z. & Nikiema W. (2025). Gestion linéaire et opportunités de valorisation des déchets solides de la gare routière de Boromo (Burkina Faso). *Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes (RIGES)*, 2025, 19 (1), pp.520-536.

<https://notebook.google.com/>

www.deepl.com

ANNEXES

Annexe1 : CALENDRIER DES ACTIVITÉS

- Tous les lundis depuis Mars jusqu'au 15/06/2026 de 08h30 à 09h30, des réunions « DGD » ont été organisées, il s'agit de récapitulatifs des travaux qui sont en train d'être fait pour la constitution et la rédaction de la programmation 2027-2031. Cette réunion regroupait les différentes équipes pour le Burkina Faso, le Bénin et le Maroc, afin de combler les lacunes et d'évoluer ensemble dans la même direction. : 30/03 ;13/04 ; 20/04 ; 27/04 ; 04/05 ; 11/05 ; 18/05 ; 01/06 (en examen) ; 08/06 ; 15/06 (avant examen). Les 09-10-11-12/06 des réunions de courtes durées concernant la finalisation de la rédaction du programme ont été organisées.
- 30/03 : Interview concernant le RECI
- Le 21/04 une session de formation à l'utilisation de l'intelligence artificielle a eu lieu dans les locaux de l'IEC afin d'optimiser le travail
- Le 27/04 en après-midi, une réunion sur les modalités de collaboration entre l'UVCW et l'IEC à l'international a eu lieu en ligne. Elle a permis d'explorer des axes de collaborations qui se sont concrétisées par leur introduction dans la programmation de chacune des parties prenantes.
- Le 05/05 en après midi, une réunion de collaboration s'est tenue avec UVCW mais cette fois ci pour y associer un autre partenaire qui est Rikolto et pour cela, l'IEC devait faire une présentation de ses activités. Cette réunion a également abouti à une entente pour une future collaboration une fois le dossier validé.
- Le 12/05 un atelier s'est tenu dans les locaux de l'organisation Humumdi à Bruxelles, organisés par ACODEV, l'organe par lequel l'IEC introduit sa proposition de programme. Animé par Nicolas, expert dans les programmes de la DGD, l'objectif était de reformuler nos outcomes, et de revoir nos indicateurs.
- Les 26/05, 16/06, 22/06 de mini réunions ont été organisées avec mon maitre de stage concernant le RECI.
- Le 25/06 validation document d'appel à candidature pour le RECI.

Annexe2 : Calendrier des contacts avec le répondant académique UCLouvain

- 27/03 : prise de contact
- 23/04 : premier feedback sur le stage
- 21/05 : première ébauche rapport envoyé
- 06/07 : ébauche rapport envoyé

Annexe 3 : Adresse des différents contacts établis

Nom	Adresse
Dimitri Phukan	dphukan@ecoconso.be
Mathieu Traore	Andjoumathieuangeemmanuel.trao@centrale-casablanca.ma
Arnaud Cateloy	Arnaud.cateloy@eco-conseil.be
Jean François Dontaine	jfdontaine@jfdonaine-ecotransition.eu

ANNEXE 4 : Approches des cibles stratégiques

Approches		ACNG participants (à titre indicatif)
1A	Renforcer la résilience des populations vulnérables, y compris les PDI, retournés, et communautés hôtes par la promotion de systèmes alimentaires durables et résilients contribuant à la nutrition et à la cohésion sociale en mettant en œuvre une approche Nexus , soutenant l'accès et la gestion durable et inclusive des ressources naturelles, l'accès à l'alimentation, la mise en place de filets sociaux et leur autonomisation (renforcement des moyens d'existence). (Lien avec les ODD : 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.c, 5.1, 5.a, 5.b, 12.2, 13.1, 13.3, 15.1, 15.3)	Trias, Rikolto, BD, IDP, VSF-B, ULB-C°, HUMUNDI, APEFE, DBA, CRB, AT, CI.be, Oxfam
1B	Renforcer les exploitations familiales et dynamiques communautaires selon une approche intégrée, inclusive et/ou entrepreneuriale pour promouvoir des systèmes productions durables (dont l'agroécologie), diversifiés, connectés au marché local et rentables. (Lien avec les ODD : 1.1, 1.2, 1.4, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 5.1, 5.5, 5.a, 5.b, 8.4, 8.5, 12.2, 12.3, 12.7, 13.1, 15.1, 15.3)	Trias, Rikolto, BD, Solidagro, Oxfam, IDP, VSF-B, ULB-C°, Humundi, APEFE, DBA, AT, CI.be
1C	Promouvoir les chaînes de valeur inclusives (genre et jeunes) durables et équitables pour favoriser l'émergence d'une économie locale diversifiée et la création de l'emploi en milieu rural et urbain, par le biais de la structuration des chaînes de valeur, la transformation locale, l'accès au financement afin de renforcer la rentabilité, la compétitivité et la sécurité économique (Lien avec les ODD : 1.1, 1.2, 1.4, 2.3, 2.c, 5.1, 5.5, 5.a, 5.b, 8.4, 8.5, 8.6, 12.2, 12.3, 12.7, 13.1)	Trias, Rikolto, BD, Oxfam, IDP, VSF-B, ULB-C°, Humundi, APEFE, DBA, AT, CI.be, SOLIDAGRO
1D	Renforcer la production et la résilience de l'élevage à travers le renforcement de la santé animale, l'alimentation, l'accès aux ressources, la formation afin d'accroître la productivité, la durabilité et la rentabilité des activités d'élevage selon une approche One Health (Lien avec les ODD : 1.1, 2.1, 2.2, 3., 3.3, 12.1, 13.1, 13.2)	Oxfam, Humundi, VSF, CI.be, IDP
1E	Promouvoir l'intégration d'une économie circulaire pour la valorisation de tous les résidus des chaînes de valeur (Lien avec les ODD : 8.9, 1.1, 2.1, 2.2, 3., 3.3, 12.1, 13.1, 13.2)	TRIAS, VSF, AT, Solidagro, APEFFE, BD, IDP, Oxfam, CI.be
1F	Renforcer les capacités (politiques, organisationnelles, techniques, managériales, en genre, numérique...) des acteurs du monde rural en prenant en compte le genre et les jeunes. (Lien avec les ODD : 1.4, 2.1, 2.3, 2.4, 2.5, 5.1, 5.5, 5.b, 8.4, 12.2, 12.3, 13.3, 13.b, 15.1, 15.3)	Trias, Rikolto, BD, Solidagro, IDP, VSF-B, Humundi, APEFE, DBA, Oxfam, CI.be, AT
1G	Renforcer les espaces de concertation des acteurs des systèmes alimentaires durables pour contribuer aux échanges de pratiques et de points de vue, à la collaboration et à la construction d'une vision commune. (Lien avec les ODD : 1.3, 1.4, 2.3, 2.b, 2.c, 5.5, 8.5, 12.2, 12.3, 12.7, 15.1, 15.3)	Trias, Rikolto, CI.be, BD, Solidagro, IDP, VSF-B, ULB-C°, Humundi, APEFE, DBA, AT, Oxfam
1H	Soutenir les initiatives de plaidoyer et d'interpellation des acteurs du système alimentaires durables pour des politiques nationales et régionales favorables à un secteur agricole performant, équitable et durable basé sur l'agriculture familiale dans lequel les femmes et les jeunes jouent un rôle central. (Lien avec les ODD : 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 1.a, 2.1, 2.2, 2.4, 2.a, 2.b, 2.c, 5.1, 5.5, 5.a, 5.c, 8.3, 8.5, 12.2, 12.3, 12.7, 13.1, 13.2, 15.1, 15.3)	Trias, Rikolto, BD, IDP, VSF-B, Humundi, Oxfam, Solidagro, AT, CI.be
1I	Promouvoir la recherche-action et l'innovation pour renforcer les stratégies de plaidoyer et/ou favoriser l'amélioration des systèmes alimentaires durables (Lien avec les ODD : 1.5, 2.4, 5.b, 8.4, 12.2, 12.7, 13.1, 13.3, 15.1, 15.3, 17.6, 17.7)	Trias, Rikolto, BD, IDP, VSF-B, ULB-C°, APEFE, DBA, Oxfam, Solidagro, AT, CI.be

6.2 APPROCHES DE LA CIBLE STRATÉGIQUE ENVIRONNEMENT

Approches		ACNG participants à titre indicatif
2A	Améliorer la résilience des populations aux crises environnementales et au changement climatique par la mise en place d'actions d'adaptation et d'atténuation et par le renforcement des systèmes d'informations, d'alertes précoces et de gestion de crises. (Lien avec les ODD : 1.5, 2.4, 13.1)	BD, AT, ULB-C°, APEFE, DBA, Solidagro, CRB, Trias, Rikolto, VSF, Iles de Paix, Cl.be, Humundi, Oxfam
2B	Contribuer à améliorer la gestion et la valorisation des déchets et l'assainissement selon les principes de l'économie sociale et solidaire (Lien avec les ODD : 6.3, 8.3, 8.4, 11.6, 12.4, 12.5)	Autre Terre, CRB, TRIAS, Rikolto
2C	Contribuer au dialogue et au renforcement des capacités des acteurs sur les droits existants en matière d' industries notamment extractives et aux nuisances liées à l' orpaillage (Lien avec les ODD : 6.3, 9.4, 12.4)	BD
2D	Contribuer à atténuer les effets des changements climatiques par la promotion d'énergies renouvelables, la protection des berges et des zones humides et de techniques diminuant l'utilisation du bois-énergie (Lien avec les ODD : 6.5, 6.6, 7.1, 7.2, 7.3)	APEFE, Solidagro, Rikolto, CRB, ULB-C°, Oxfam, TRIAS, Autre terre
2E	Favoriser la gestion durable et inclusive des ressources naturelles par un accès et contrôle équitable renforçant la cohésion sociale , par la diffusion de bonnes pratiques environnementales et par l'implication du secteur privé. (Lien avec les ODD : 5.a, 6.6, 12.2, 15.1, 15.2, 15.3, 15.5, 15.9)	BD, AT, ULB-C°, APEFE, DBA, Solidagro, Trias, Rikolto, VSF, CRB, Cl.be, Oxfam
2F	Promouvoir les énergies renouvelables et l' utilisation rationnelle de l'énergie dans la production et transformation agroalimentaire (Lien avec les ODD : 7.2, 9.2, 9.4)	TRIAS, Oxfam, humundis, Cl.be, Rikolto, Solidagro
2G	Promouvoir des alliances en matière de plaidoyer en lien avec les changements climatiques et la protection de l'environnement (Lien avec les ODD : 13.3, 13.b, 15.a)	AT, ULB-C°, APEFE, DBA, Solidagro, Trias, Rikolto, V S F, CRB, Cl.be, Humundi, Oxfam
2H	Promouvoir la recherche , l'amélioration des connaissances et la promotion de technologies durables sur les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement pour renforcer les stratégies de plaidoyer. (Lien avec les ODD : 2.a, 7.a, 17.6, 17.7, 17.8)	BD, AT, APEFE, DBA, Solidagro, Rikolto, VSF, Iles de Paix, CRB, ULB-C°, Oxfam

8.2 APPROCHES DE LA CIBLE STRATÉGIQUE ÉDUCATION ET CULTURE

Approches (Contributions)		ACNG participants (à titre indicatif)
4A	Promouvoir une société inclusive et égalitaire dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle et de la culture, en particulier à l'attention des jeunes, des filles, des enfants vulnérables et/ou en situation de handicap. (Lien avec les ODD : 4.1.; 4.3; 4.5; 4.7; 5.1)	Sensorial HC, DBA, Africalia, VIADB
4B	Soutenir la construction, la réhabilitation et l'équipement d'infrastructures éducatives et de formation durables et contribuer à l'apport en matériels pédagogiques adaptés pour tous (Lien avec les ODD : 4a)	Sensorial HC, DBA, VIADB
4C	Renforcer les capacités de la société civile et des institutions publiques et privées en vue d'améliorer l'offre, la qualité et l'accessibilité de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, ainsi que de l'éducation non formelle à tous les niveaux (maternel, primaire, secondaire, technique, professionnel, supérieur et la recherche) nécessaires à l'intégration socio-économique de tous. (Lien avec les ODD : 1.2; 4.1; 4.3; 4.4; 4.5; 4.6; 4.a, b et c; 8.5; 8.6; 10.2; 17.6, 17.7)	Sensorial HC, DBA, VIADB
4D	Renforcer les capacités des organisations culturelles à développer un modèle économique durable et rentable, consolidant leur rôle moteur de créativité, d'innovation et de cohésion sociale. (Lien avec les ODD : 8.3)	Africalia
4E	Contribuer au renforcement des liens de coopération entre les acteurs du secteur de l'éducation, de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle et de la culture. (Lien avec les ODD : 4.3 ; 4.4 ; 4.5 ; 4.7 ; 4.c)	Sensorial HC, DBA, Africalia, VIADB

9.2 APPROCHES DE LA CIBLE STRATÉGIQUE GOUVERNANCE

	Approches	ACNG participants (à titre indicatif)
5A	Elaborer et mettre en œuvre des mécanismes et des outils efficaces de dialogue , de coordination et de coopération entre les acteurs à tous les niveaux (local, régional, national et supranational) pour favoriser la co-création et la mise en œuvre de politiques locales inclusives de développement durable (gouvernance multi-acteurs) (Lien avec les ODD : 2.4, 2.a, 5c, 16.7, 17.9, 17.16 et 16.17)	BD, Rikolto, UVCW
5B	Dans un souci de bonne gouvernance, renforcer les capacités de la société civile (en particulier les jeunes), en impliquant les médias, à sensibiliser les populations locales à la citoyenneté (au patriotisme) et aux enjeux prioritaires de développement (tels que repris ci-dessus à l'approche 5A) et à les mobiliser afin que soient prises plus adéquatement en compte leurs priorités (Lien avec les ODD : 10.2, 16.2, 16.6, 16.7)	BD
5C	Renforcer les capacités : - des services administratifs et techniques des institutions publiques locales, régionales et/ou nationales (organisationnelles, techniques et en infrastructure) à mettre en œuvre la cible 5 ; - les gouvernements et acteurs locaux aux concepts et à l'intérêt de transformer durablement les systèmes alimentaires (Lien avec les ODD : 2.4, 2.a 16.6, 16.9, 17.9, 17.16, 17.17 et 17.18)	BD, Oxfam, Rikolto, UVCW,
5D	Faciliter le plaidoyer (et autres interpellations), notamment par la mise en réseau des acteurs, auprès d'autorités locales, régionales ou nationales pour la promotion d'une législation adaptée à une organisation efficace et équitable du développement local (Lien avec les ODD : 10.3, 16.7)	BD, UVCW
5E	Renforcer les capacités d'analyse, de construction des argumentaires et de négociation de la société civile vis-à-vis des autorités locales, et de dialogue entre elles (Lien avec les ODD 16.7, 17.9, 17.26, 17.17)	BD, Rikolto ; CI.be
5F	Assurer le suivi-évaluation des effets et impacts des actions mises en œuvre par les acteurs et mettre en place des mécanismes d'échange et d'apprentissage par les pairs entre des acteurs locaux d'un pays, d'une région ou au niveau international afin d'améliorer leurs stratégies et de renforcer l'efficacité, l'efficience et les synergies	BD, Rikolto, UVCW

ANNEXE 5 : Analyse des risques associés à l'outcome

Analyse des risques									
Estimation du risque					Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)			Suivi du risque	
Source et nature du risque	Probabilité	Effets	Niveau de risque	Impact sur les résultats	Responsable	Traitement	Timing	Responsable	Quand
A- Risques politiques et institutionnels									
✓ Instabilité politique et transition ✓ Délégations Spéciales aux capacités limitées (délibérer, signer, inscrire au PCD)	3	4	(3)	R1, Outcome / H1, H3	IEC + UVCW	✓ Structure de pilotage autonome ; ✓ Conventions avec les Délégations Spéciales ; ✓ Intégration des livrables aux PDC par délibération ; ✓ Ancrage national à l'ENEF.	En continu	IEC + UVCW	Continu
Rattachement de l'ENEF au ministère de la Sécurité menaçant sa mission de formation	2	5	(3)	Durabilité / H4	IEC	✓ Confirmation écrite du maintien de la mission de formation avant le démarrage ; ✓ ENAFA comme second pilier de portage ; ✓ Convention bilatérale IEC–ENEF.	Avant P1 puis annuel	IEC	Annuel
Rétrécissement de l'espace civique (loi n°011-2025/ALT portant liberté d'association) affectant ECOCO-BF	3	3	(3)	ECOCO-BF / H4	IEC + ECOCO-BF	✓ Appui à la structuration juridique ; ✓ Ancrage international protecteur (RECI, partenaires belges) ; ✓ Angle environnemental moins exposé.	En continu	ECOCO-BF	Continu
B- Risques opérationnels et partenariaux									
Disponibilité / des motivation apprenants	2	3	(2)	Formation / H1, H2	IEC	✓ Engagement écrit de la hiérarchie à	Début de la formation	IEC	Par promotion

(surcharge, faible soutien hiérarchique)						l'admission ; ✓ Décharge partielle ; ✓ Format hybride MOOC ; ✓ Prise en charge des déplacements et ou hébergement (UVCW). ✓ Indicateur précurseur : >15 % d'absentéisme.			
Coordination multi-acteurs complexe (six partenaires, nouvelle pédagogie)	3	3	(3)	R1 / cohérence	IEC	✓ Comité de suivi trimestriel ; ✓ Interlocuteur mandaté par partenaire ; ✓ Convention, Mémoire d'entente ou Protocole d'accord ; ✓ Espace partagé ; ✓ Répartition thématique sans chevauchement. ✓ Indicateur précurseur : 1 réunion annulée.	Trimestriel	IEC	Trimestriel
Non-maintien en poste des certifiés (rotation, mutation)	2	3	(2)	Outcome / H2	UVCW + ECOCO-BF	✓ Appui UVCW au maintien en fonction ; ✓ Projet lié au PCD dès l'admission ; ✓ Coaching ECOCO-BF ; ✓ Mécanisme « ambassadeurs ».	Suivi à 6 mois	UVCW + ECOCO-BF	À 6 mois
Non-appropriation du Jeu Résilience Territoriale	2	3	(2)	Jeu RT / H3	IEC + ECOCO-BF	✓ Co-construction Enabel / APEFE / ECOCO-BF ; ✓ Test sur le site pilote AWAC-ZIGA ; ✓ Versions en langues locales ;	Dès P1-P2	IEC	P1-P2

						✓ Validation par les partenaires.			
Non-formalisation d'un partenaire Team Belgium (convention non signée)	2	3	(2)	R1 (financement)	IEC	✓ Conventions de collaboration formalisées avant le dépôt ; ✓ R1 corédigé dans les deux programmes (IEC + UVCW) ; ✓ Diversification des bailleurs.	Avant démarrage	IEC	Avant dépôt
C- Risques sécuritaires et sanitaires									
Dégradation sécuritaire / extension aux zones d'intervention (Houet, corridor GMV)	3	4	(3)	Tous / sphère d'intérêt	IEC + responsable sécurité	✓ Ciblage des zones sécurisées en P1-P2 ; ✓ Format MOOC à distance ; ✓ Élargissement progressif P3-P4 ; ✓ Consignes de sécurité ; ✓ Activités en zones sécurisées. ✓ Indicateur précurseur : 2 attaques dans le Houet.	En continu	IEC	Continu
Interruption des activités présentielle (force majeure : sanitaire, restrictions de déplacement)	2	2	(2)	Formation, Jeu RT	IEC	✓ Format hybride MOOC déjà intégré ; ✓ Salles équipées en visioconférence ; ✓ Bascule en distanciel. ✓ Limitation des déplacements sur le terrain	Si nécessaire	IEC	Ponctuel
D- Risques économiques et financiers									
Manque de financement / réorientation des bailleurs vers le sécuritaire-humanitaire	3	4	(3)	R1 / durabilité	IEC	✓ Diversification (UVCW, Rikolto, Fonds Vert, FADEC, UE) ; ✓ Atelier bailleurs en fin de promotion ; ✓ Adaptation des activités aux	Avant démarrage + annuel	Direction IEC	Annuel

						ressources ; ✓Financement automatique des livrables dans le champ UVCW. ✓ Indicateur précurseur : -10 % du budget.			
Retard de déboursement de la subvention (trésorerie)	2	4	(3)	Tous	Direction IEC	✓Plan de trésorerie avec réserve ; ✓Co-financement WBI comme tampon ; ✓ Séquençage des activités.	Semestriel	Direction IEC	Semestriel

Échelle d'évaluation

Échelle	1	2	3	4	5
Probabilité	Improbable	Possible	Probable	Presque sûr	-
Effets	Négligeable	Petit	Moyen	Grand	Sérieux
Niveau de risque	Bas	Moyen	Haut	Extrême	

Les mesures de gestion sont obligatoires aux niveaux 3 et 4.

APPEL A CANDIDATURE A L'INTERNATIONALE

Institut Eco-Conseil (IEC)

A PROPOS

Depuis sa création en 1989, l'Institut Eco-Conseil s'est engagé à renforcer la capacité d'agir et le potentiel de transformation socioécologique des personnes, des organisations et des territoires. Grâce à notre expertise en formation, conseil, coaching et animation de réseaux, nous œuvrons pour un avenir durable, dans une approche fondée sur la co-construction, le partage et l'inspiration.

En s'appuyant sur des valeurs d'audace et de solidarité, notre association soutient les acteurs de la transition qui agissent quotidiennement, en Belgique et à l'international, pour un changement positif et durable. L'ambition de l'IEC est de fédérer autour de pratiques durables, en faveur d'un futur plus résilient, plus juste et écologiquement équilibré.

OBJET

Eco-Conseil, accréditée Organisation de la Société Civile depuis janvier 2026, étend son spectre d'intervention et multiplie ses activités. Dans le cadre de la coopération internationale belge dans la programmation 2027-2031, et bien au-delà, l'IEC consolide son ambition de renforcer les capacités d'agir des personnes et des communautés dans les pays du SUD notamment le Bénin, le Burkina Faso, le Maroc et la Tunisie. Ces interventions sont en lien avec les valeurs de l'institut qui reposent sur la co-construction, l'audace, le partage et l'inspiration afin de faciliter les transitions socioécologiques et favoriser la résilience et un développement durable. La principale action de l'IEC en Belgique et à l'international, porte sur la formation de professionnels de l'accompagnement du changement spécialisés dans les thématiques liées à l'environnement, au développement durable et à la transition socioécologique.

Les professionnels formés sont exposés à des modules de formation sur les enjeux et postures, l'accompagnement au changement, gouvernance, intelligence artificielle, économie circulaire, les modèles économiques, l'eau, la résilience territoriale, l'éducation environnementale, la gestion des déchets, l'énergie, l'agri-alimentaire, la sociologie et culture, la communication et négociation, gestion de projet, la biodiversité, l'agroécologie, etc. aussi intéressant les uns que les autres. Ces modules s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'institut : transformation socioécologique, réduction de l'impact carbone, soutien à la biodiversité et préservation des écosystèmes, ainsi qu'à l'éco-conception des formations et événements.

Dans l'optique de remplir de façon efficace ses missions, l'IEC lance un appel à candidature pour des professionnels en insertion professionnels, indépendants ou non, aux profils variés qui pourront partager de leur savoir être et savoir-faire à l'international sur différents sujets en accompagnement aux changements, en environnement, développement durable et transition

socioécologique en donnant des formations à de futurs éco-conseillers dans des domaines spécifiques.

PROFIL RECHERCHÉ

Nous recherchons des professionnels possédant les compétences, aptitudes et valeurs suivantes, alignées avec notre mission de transformation socioécologique :

1. AVERTISSEMENT

▲ Intelligence émotionnelle et humilité

Vous avez une stabilité émotionnelle confirmée et gérez le stress et les crises avec calme. Vous êtes assez humble, ouvert(e) à la critique constructive et capable de remettre en question vos positions.

▲ Ouverture et sortie de zone de confort

Vous êtes ouvert(e) à l'expérience interculturelle, motivé(e) par la découverte de nouvelles perspectives et conscient(e) que la croissance personnelle requiert de sortir de sa zone de confort.

▲ Adaptabilité terrain

Vous avez une capacité d'adaptation ou une idée aux habitudes de travail et aux contextes spécifiques à l'étranger, que ce soit en travaillant seul(e) ou intégré(e) dans une équipe locale. Vous pouvez évoluer dans un environnement professionnel complexe, identifier les codes culturels et trouver vos repères dans de nouveaux environnements.

2. EXPERTISE TECHNIQUE ET TRANSVERSALE

Maîtrise thématique

Vous possédez une expertise pertinente et reconnue directement liée aux objectifs de nos missions :

Agroécologie	☐	Intelligence artificielle	☐
Gestion des Déchets	☐	Communication et négociation	☐
Gestion de l'Eau	☐	Accompagnement au changement	☐
Biodiversité	☐	Économie circulaire	☐
Energie	☐	Autre (à préciser) ☐ :	
Gouvernance	☐		

Maitrise des outils

Vous maîtrisez des outils auxquels vous pourriez formés :

Ecoute active	☐	Analyse multicritères	☐
Intelligence collective	☐	Communication non-violente	☐
Ennéagramme	☐	Diagnostic participatif	☐
Gestion des conflits	☐	Jeu résilience	☐
Négociation	☐	Gestion des projets	☐
Assertivité	☐	Approches basées sur les écosystèmes	☐
Modélisation systémique	☐	Autres (à préciser)	☐
Communication de crise	☐		

3. POSTURE D'ÉCO-CONSEILLER ET ADHÉSION AUX VALEURS

Dans quoi est-ce que vous vous reconnaissez :

a. Transmission, animation et pédagogie active

Vous avez une expérience avérée en :

Facilitation	☐	Animer un groupe	☐
Animation de groupe	☐	Remonter l'information de manière structurée	☐
Transmission de connaissances	☐	Simplifier un message complexe	☐
Techniques de pédagogie active	☐		

b. Adhésion aux valeurs de l'IEC

Avoir une vision participative, inclusive et proactive	☐
Adhésion aux valeurs de protection de l'environnement et de développement durable	☐
Compréhension des principes d'approche Bottom-up	☐
Valorisation des compétences et des savoirs des apprenants locaux	☐

c. Co-construction et collaboration

Travailler en approche collaborative (favoriser l'engagement des partenaires locaux et contribuer à l'échange de savoirs et de pratiques) ☐

Esprit d'analyse ☐

d. Facilitation et gestion des tensions

Maîtrise de soi ☐

Esprit critique ☐

Gestion des tensions et des conflits locaux
dans un groupe ☐

Création d'un climat de confiance ☐

Transformation des divergences en
opportunités d'apprentissage collectif ☐

e. Gestion opérationnelle

Travail en équipe ☐

Bonne autonomie ☐

Travail dans l'urgence ☐

Si vous pensez posséder certaines de ces capacités, nous vous invitons à nous soumettre votre candidature.

NOS PRINCIPES DE SÉLECTION

Nos procédures de recrutement reposent sur des principes d'équité et de transparence. Nous mettons en place des procédures rigoureuses qui éliminent les biais inconscients et garantissent une évaluation objective des candidatures. Les critères ci-dessous valorisent la diversité des parcours et des compétences, en s'assurant que chacun ait une chance égale d'intégrer notre équipe.

✓ Transparence : processus clair et documenté

✓ Inclusion : valoriser la diversité des parcours et des compétences

✓ Compatibilité des valeurs : engagement envers l'éthique, l'équité et le développement durable

✓ Respect des savoirs traditionnels et des contextes locaux

MODALITÉS DE CANDIDATURE

Nom et Prénom	
Téléphone	
Adresse mail	
Expertise Principale	
Disponibilité Internationale	Oui / Non
Pays/Région Cible	Burkina Faso/ Maroc/ Benin/ Tunisie

ACCOMPAGNEMENT ET INTÉGRATION

Les candidats retenus pourront bénéficier d'un programme d'accompagnement avant déploiement incluant :

- Immersion dans le cycle de communication et les valeurs fondamentales de l'IEC
- Préparation à certaines animations pertinentes
- Réunion préparatoire (Briefing) spécifique sur le contexte géographique et socio-politique de la zone d'intervention à l'international, le cas échéant.

NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION

L'Institut Eco-Conseil s'engage à promouvoir la transparence et l'inclusion dans tous ses domaines d'activité. Notre politique d'identification et de sélection des ressources humaines repose sur des principes d'équité, de transparence et d'inclusion. Nous valorisons la diversité des parcours, des origines et des compétences, et veillons particulièrement à l'inclusion des femmes et des minorités de genre parmi nos consultants et partenaires.

Annexe 7 : Récapitulatif livrable de l'étudiant

Objectifs	Document livré/fichier
Programme DGD	- Plan de suivi et d'évaluation programme en co-rédaction - Outcome Burkina Faso en co-rédaction
RECI	- Appel d'offre ressource humaine
COMMUNICATION	- Des montages vidéo